

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 16 JUIN 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15		
QUORUM : 8		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 25/334		
CESSION A LA COMMUNE DE LA CRAU D'UNE PARCELLE SISE CHEMIN DE L'ESTAGNOL CADASTREE SECTION AP N°0873		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/334

BUREAU DU 16 JUIN 2025

**O B J E T : C E S S I O N A L A C O M M U N E D E L A C R A U D ' U N E
P A R C E L L E S I S E C H E M I N D E L ' E S T A G N O L
C A D A S T R E E S E C T I O N A P N ° 0 8 7 3**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République - dite loi NOTRe, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est vue transférer la compétence « Collecte des déchets des ménages et déchets assimilés » au 1er janvier 2017,

VU le Décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/075 en date du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/078 en date du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n°2011/070/36 du Conseil Municipal de la commune de La Crau en date du 13 avril 2011 autorisant la signature d'une convention d'une antenne relais de radiotéléphonie,

VU la décision du Bureau Métropolitain n°25/226 en date du 28 avril 2025 constatant la désaffectation et prononçant le déclassement de la parcelle cadastrée section AP n°873 sise chemin de L'Estagnol à La Crau (83260),

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Crau (83260),

VU le courrier de Monsieur le Maire de La Crau en date du 23 juillet 2024,

VU le courrier en réponse de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 26 août 2024,

VU l'avis du pôle d'évaluation domanial de Toulon n°2024-83047-50415 en date du 17 juillet 2024.

VU la convention établie entre la Société Française du Radiotéléphone et la commune de La Crau en date du 18 octobre 2011 et de son avenant entre la SAS HIVORY et La Crau en date du 6 décembre 2019,

VU le document modificatif du parcellaire cadastral n°4527 A établi par le cabinet de géomètre expert "AGE2F" en date du 23 mai 2024, identifiant la parcelle cadastrée section AP n°873 d'une superficie de 241m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AP n°634, objet de la présente cession,

CONSIDERANT que dans le cadre du transfert au 1^{er} janvier 2017 de la compétence "Gestion des déchets ménagers et assimilés", la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est vue transférer différentes parcelles sur la commune de La Crau (83260) et notamment la parcelle située chemin de l'Estagnol, cadastrée section AP n°634 d'une superficie de 6 569 m² appartenant au domaine public,

CONSIDERANT qu'une partie de l'assiette foncière de la parcelle cadastrée section AP n°634 est actuellement occupée par une antenne de télécommunication conformément à une convention datée du 18 octobre 2011 et prorogée par avenant le 6 décembre 2019 entre un prestataire de radiotéléphonie et la commune de La Crau,

CONSIDERANT que la commune La Crau a sollicité par courrier en date du 23 juillet 2024 la Métropole Toulon Provence Méditerranée, en vue de la rétrocession à titre gracieux de l'emprise occupée par l'antenne de télécommunication sur cette parcelle suivant le document modificatif parcellaire cadastral n°4527 établi par un cabinet de géomètre ,

CONSIDERANT que par courrier en date du 26 août 2024, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a accepté cette proposition,

CONSIDERANT que la portion de la parcelle cadastrée section AP n°634 occupée par une antenne de radiotéléphonie doit être préalablement désaffectée et délassée du domaine public avant d'être cédée,

CONSIDERANT que cette portion de la parcelle n'étant plus affectée à l'usage du public ni à un service public, le bureau métropolitain par décision n°25/226 en date du 28 avril 2025 a constaté la désaffectation de cette emprise de terrain et prononcer le déclassement du domaine public de celle-ci d'une surface 241m²,

CONSIDERANT que l'avis du pôle d'évaluation domaniale a fixé la valeur vénale du bien à SOIXANTE DIX NEUF MILLE EUROS (79 000 €),

CONSIDERANT d'une part, que l'avis du Domaine ne lie pas la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, d'autre part, que la parcelle initialement cadastrée section AP n°634 a été cédée à titre gratuit lors du transfert de compétences, et que la rétrocession de celle-ci permettra d'assurer une meilleure couverture de téléphonie aux usagers habitant dans le secteur de la Moutonne,

CONSIDERANT qu'il convient dès lors de ne pas tenir compte et de passer outre de l'avis du pôle d'évaluation domaniale et de céder à la commune de La Crau la parcelle sise sur la commune de La Crau (83260) chemin de l'Estagnol nouvellement cadastrée section AP n°873 d'une superficie de 241 m² à l'euro symbolique non recouvrable,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE NE PAS TENIR COMPTE de l'avis du pôle d'évaluation domaniale et **DE CEDER** à la commune de La Crau la parcelle sise à La Crau (83260), chemin de l'Estagnol cadastrée section AP n°873 d'une superficie de 241m², appartenant à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, moyennant le prix d'UN euro symbolique non recouvrable (1 €).

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole à recevoir l'acte authentique en la forme administrative à intervenir ainsi que tous les documents annexes s'y rapportant.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur Robert CAVANNA, premier Vice-Président de la Métropole à signer l'acte authentique en la forme administrative à intervenir ainsi que tous les documents annexes s'y rapportant.

ARTICLE 5

DE DIRE que tous les frais d'acte seront à la charge de la commune de La Crau.

ARTICLE 6

DE DIRE que cette cession n'a aucune incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

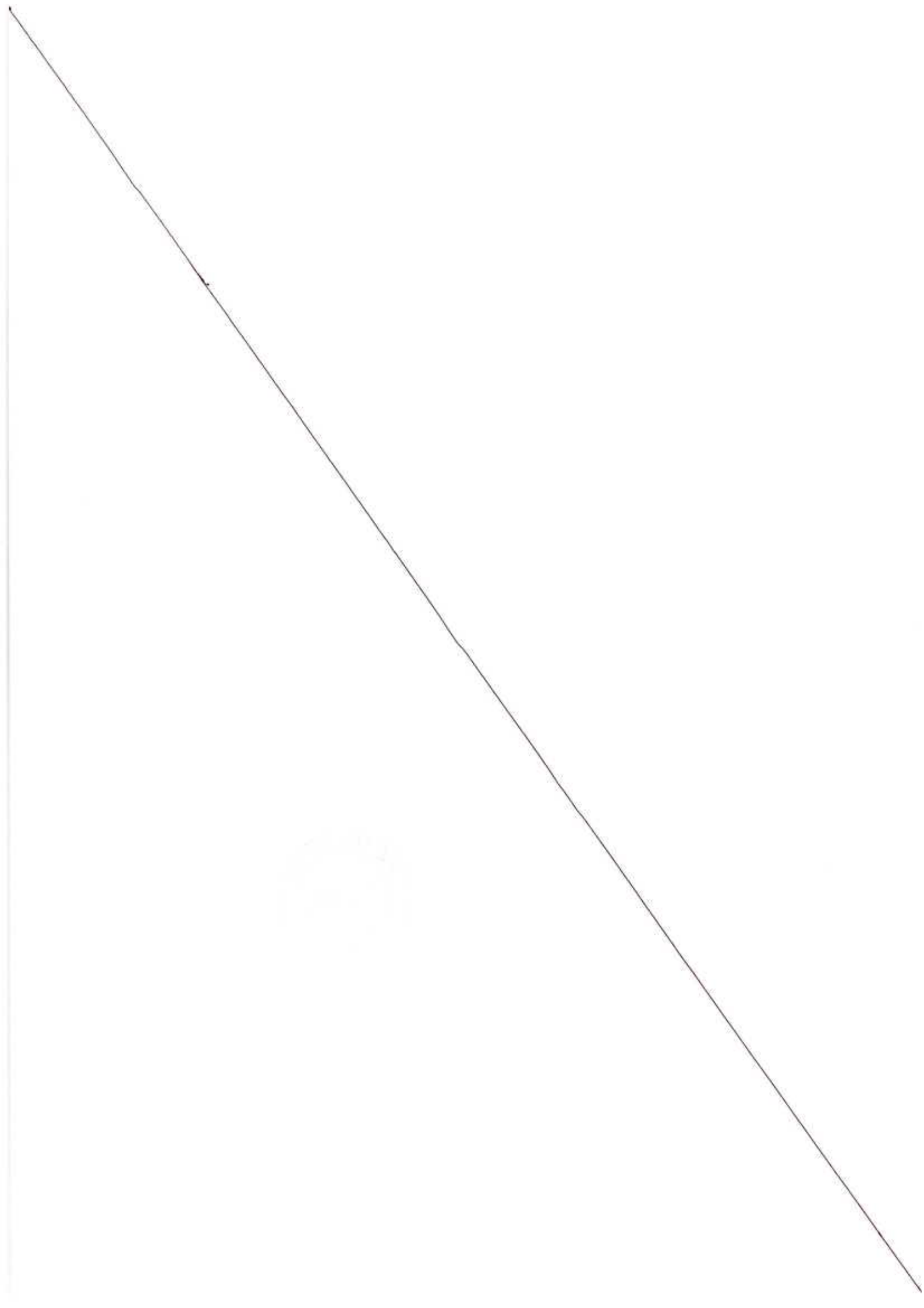
Fait à Toulon, le 16 juin 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR 12
CONTRE 0
ABSTENTION 0



**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 28 AVRIL 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION N° 25/226 DESAFFECTATION ET DECLASSEMENT D'UNE PARCELLE DU DOMAINE PUBLIC SUR LA COMMUNE DE LA CRAU CADASTREE SECTION AP N°873 ISSUE DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION AP N°634 SISE CHEMIN DE L'ESTAGNOL		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.



DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/226

BUREAU DU 28 AVRIL 2025

**O B J E T : DESAFFECTATION ET DECLASSEMENT D'UNE
PARCELLE DU DOMAINE PUBLIC SUR LA COMMUNE
DE LA CRAU CADASTREE SECTION AP N°873 ISSUE
DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION AP N°634
SISE CHEMIN DE L'ESTAGNOL**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment des articles L. 3112-1 et suivants,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération N° 2011/070/36 du Conseil Municipal de la commune de La Crau en date du 13 avril 2011 autorisant la signature d'une convention d'une antenne relais de radiotéléphonie,

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de la Crau,

VU le courrier de Monsieur Le Maire de la Crau en date du 23 juillet 2024,

VU le courrier en réponse de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 26 août 2024,

VU la convention établie entre la Société Française du Radiotéléphone et la commune de la Crau en date du 18 octobre 2011 et de son avenant entre la SAS HIVORY et la Crau en date du 06 décembre 2019,

VU le modificatif du parcellaire cadastral n°4527 A établi par le cabinet de géomètre expert "AGE2F" en date du 23 mai 2024, matérialisant la parcelle cadastrée section AP n°873 d'une superficie de 241m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AP n°634, objet de la future cession,

CONSIDERANT que dans le cadre du transfert au 1^{er} janvier 2017 de la compétence "Gestion des déchets ménagers et assimilés", la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est vue transférer différentes parcelles sur la commune de LA CRAU (83260) et notamment la parcelle située chemin de l'Estagnol, cadastrée section AP n°634 d'une superficie de 6569 m² appartenant au domaine public,

CONSIDERANT qu'une partie de l'assiette foncière de la parcelle cadastrée section AP n°634 est actuellement occupée par une antenne de télécommunication conformément à une convention datée du 18 octobre 2011 et prorogée par avenant le 06 décembre 2019 entre un prestataire de radiotéléphonie et la commune de La Crau,

CONSIDERANT que la commune la Crau a sollicité par courrier en date du 23 juillet 2024 la Métropole Toulon Provence Méditerranée, en vue de la rétrocession à l'euro symbolique de l'emprise occupée par l'antenne relai de cette parcelle suivant le document modificatif parcellaire cadastral n°4527,

CONSIDERANT que par courrier en date du 26 août 2024, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a accepté cette proposition,

CONSIDERANT que l'article L. 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques dispose que *« Les biens des personnes publiques mentionnées à l'article L. 1, qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public »*,

CONSIDERANT que les dispositions de l'article L 3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques précité ne sont pas applicables en l'espèce compte tenu de la présence sur l'emprise à rétrocéder d'une antenne de télécommunication,

CONSIDERANT que l'exploitation de cette antenne ne relève pas d'une compétence exercée par la commune, il convient préalablement de désaffecter et déclasser cette emprise du domaine public Métropolitain avant de la rétrocéder à la commune de La Crau,

CONSIDERANT que cette désaffectation et ce déclassement n'ont pas à être précédés d'une enquête publique compte tenu du fait que cette procédure ne porte pas atteinte à la circulation publique,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE CONSTATER la désaffectation de la parcelle située chemin de l'Estagnol, cadastrée section AP n°873 d'une superficie de 241m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AP n°634 matérialisée par la lettre B sur le modificatif du parcellaire cadastral.

ARTICLE 3

DE PRONONCER le déclassement du domaine public sans enquête publique préalable de la parcelle cadastrée section AP n°873 d'une superficie de 241m², issue de la division de la parcelle cadastrée section AP n°634 matérialisée par la lettre B sur le modificatif du parcellaire cadastral.

ARTICLE 4

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

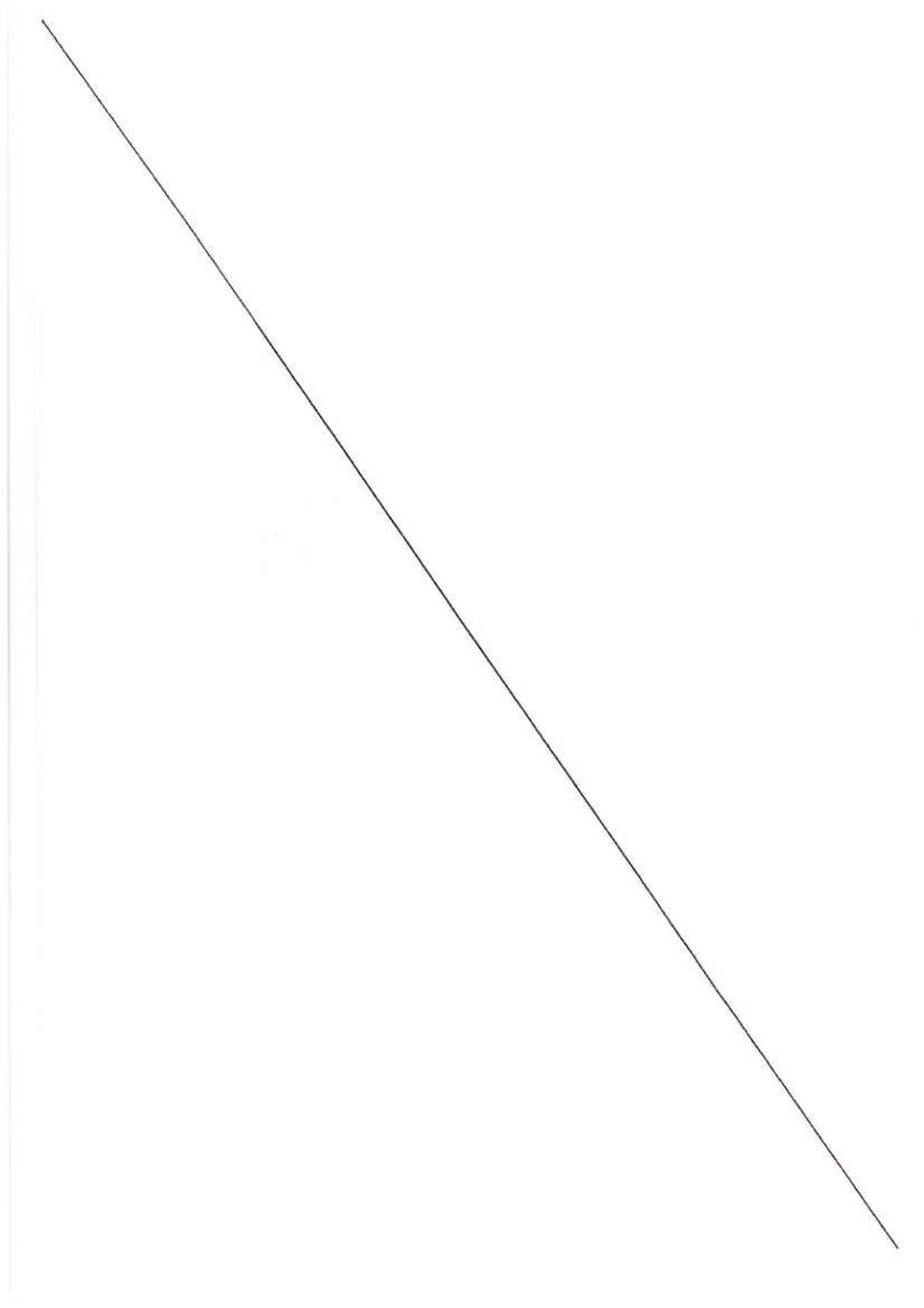
Fait à Toulon, le 28 avril 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0





Pôle cadre de vie et Ville Durable

Direction de l'Aménagement du Territoire



Affaire suivie par : Olivier LEROY

Nl/ref : N°16973 du 11 juillet

N/réf : CS/JPE/IB/SC/OL/CG/2024-16973

RAR :

Visas	
Le responsable de Pôle	La D.G.S.
	PLO JPQ

M. Christian SIMON

Maire de La Crau

Conseiller Départemental du Var

Conseiller Métropolitain de Toulon Provence
Méditerranée

Président du CDG 83

à

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Président de Toulon Provence Méditerranée

Direction de l'Immobilier et du Foncier

Hôtel de la Métropole

107 Boulevard Henri Fabre

83041 TOULON CEDEX 9

La Crau, le 23 juillet 2024

Objet : Rétrocession parcelle AP 634

Monsieur Le Président,

Dans le cadre d'un transfert de compétence, la Ville a cédé la déchetterie de la Moutonne à la Métropole TPM.

Or, sur la parcelle AP 634, se trouvent des antennes de téléphonie mobile, pour lesquelles la Ville est liée par contrat avec un opérateur.

Dès lors, pour rétablir une cohérence du site, la Ville a effectué un découpage du morceau de terrain sur lequel sont implantées les antennes (AP 873 pour 241m2).

Afin de finaliser la procédure, la Ville de la Crau demande à la métropole de lui rétrocéder gracieusement cette parcelle créée. Les frais d'actes induits par cette opération seront, bien entendu, à la charge de la commune.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Le Président, l'assurance, de ma considération distinguée.

Le Maire,

Conseiller Départemental du Var

Conseiller Métropolitain Toulon Provence
Méditerranée

Président du Centre de Gestion de la Fonction
Publique Territoriale du Var

Christian SIMON





Pôle cadre de vie et Ville Durable

Direction de l'Aménagement du Territoire



Affaire suivie par : Olivier LEROY

Ni/ref : N°16973 du 11 juillet

N/réf : CS/JPE/IB/SC/OL/CG/2024-16973

RAR :

Visas	
Le responsable de Pôle	La D.G.S.
	PLO JPA

M. Christian SIMON

Maire de La Crau

Conseiller Départemental du Var

Conseiller Métropolitain de Toulon Provence

Méditerranée

Président du CDG 83

à

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Président de Toulon Provence Méditerranée

Direction de l'Immobilier et du Foncier

Hôtel de la Métropole

107 Boulevard Henri Fabre

83041 TOULON CEDEX 9

La Crau, le 23 juillet 2024

Objet : Acquisition parcelles AD 741, 742 et 645 par la MTPM

Monsieur Le Président,

Au terme d'une longue discussion de plus de 10 ans, nous avons trouvé un accord avec Monsieur Alain AUDIBERT, pour la cession des voies reliant l'avenue du 8 mai 1945 à la voie Villeneuve à La Crau (axes structurants).

La négociation a débuté avant le transfert de compétence des voies à la métropole Toulon Provence Méditerranée, d'où cette requête tardive.

Ainsi, la Ville de La Crau souhaite une prise en charge par MTPM, des parcelles AD 741, 742 et 645, en rachetant ces dernières pour l'euro symbolique à Monsieur Alain AUDIBERT.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Le Président, l'assurance, de ma considération distinguée.

Le Maire,

Conseiller Départemental du Var

Conseiller Métropolitain Toulon Provence

Méditerranée

Président du Centre de Gestion de la Fonction

Publique Territoriale du Var

Christian SIMON



Toulon, le 26.08.2024

Monsieur Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

Monsieur Christian SIMON
Maire de La Crau
Hôtel de ville
Boulevard de la République
83 260 LA CRAU

Direction Générale des Services
Valérie PAECHT
Directeur Général des Services
Direction Générale Adjointe des Services
Finances et Moyens
Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services
Affaire suivie par :
Direction de l'Immobilier et du Foncier
Service Action Foncière
Julie SOULE-SUSBIELLES
04 23 26 15 39
jsoule@metropoletpm.fr

N/REF : JPG/VP/CW/CH/MM/JS/24/n°634
V/REF : CS/JPE/IB/SC/OL/CG/2024-16973

**OBJET: Accord rétrocession parcelle cadastrée section AP n°634 – antenne relais
Déchetterie LA CRAU**

Monsieur le Maire,

Par courrier en date du 23 juillet 2024, vous avez sollicité la Métropole Toulon Provence Méditerranée, compétente en matière de Gestion des déchets ménagers et assimilés, en vue de la rétrocession d'une portion de la parcelle sur laquelle est implantée la déchetterie et supportant une antenne relais pour laquelle votre commune est liée par contrat avec un opérateur.

Cette rétrocession prévoit le découpage de la parcelle située à LA CRAU, chemin de l'Estagnol cadastrée section AP n°634 pour une surface de 241m² et pour lequel vos services ont missionné le cabinet de géomètre AGE2F pour la réalisation d'un document modificatif du parcellaire cadastral.

Cette parcelle devenue propriété de la Métropole gracieusement lors du transfert de compétences entre votre commune et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, je vous confirme l'accord de la Métropole pour une rétrocession à l'euro symbolique de l'emprise sus indiquée.

Le service de l'action foncière reste donc à votre disposition pour engager les démarches nécessaires à cette rétrocession.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, en l'expression de mes sentiments les plus sincères.

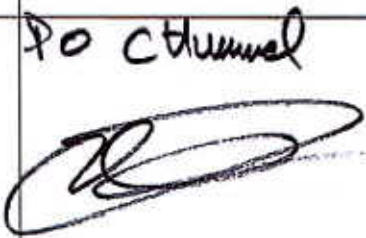


Pour le Président et par délégation
Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services
Métropole Toulon Provence Méditerranée

PARAPHEUR DGA

Toulon le 14/08/2024

EXPEDITEUR
DGA FINANCES ET MOYENS Direction de l'Immobilier et du Foncier Michel MANDELLI <i>Responsable de Service Action Foncière</i> Téléphone : 19 780 / E-mail : mmandelli@metropoletpm.fr

Objet des documents	Visa du Responsable de Service Michel MANDELLI	Visa du Directeur Claire HUMMEL
Maire de La Crau, Christian SIMON - Accord Rétrocession Parcelle Cadastrée Section AP n°634 - Antenne relais Déchetterie La Crau		

Pour le Président,
Par délégation,

Claude WEISSE

Directeur Général Adjoint des Services
Métropole Toulon Provence Méditerranée

Commune :
LA CRAU (047)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 4527 A

Document vérifié et numéroté le 23/05/2024
A TOULON
Par Eric MARNAIS
GEOMETRE
Signé

TOULON
171 Avenue de Vert Coteau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgi.fr.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3)
a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage qui a été dressé, dont copie ci-jointe, dressé

le par géomètre à
Les propriétaires ci-dessous ont pris connaissance des informations portées
au dos de la mise à jour.

, le

Section : AP
Feuille(s) : 000 AP 01
Qualité du plan : P5 ou CP [40 cm]

Echelle d'origine : 1/2000
Echelle d'édition : 1/1000
Date de l'édition : 23/05/2024
Support numérique :

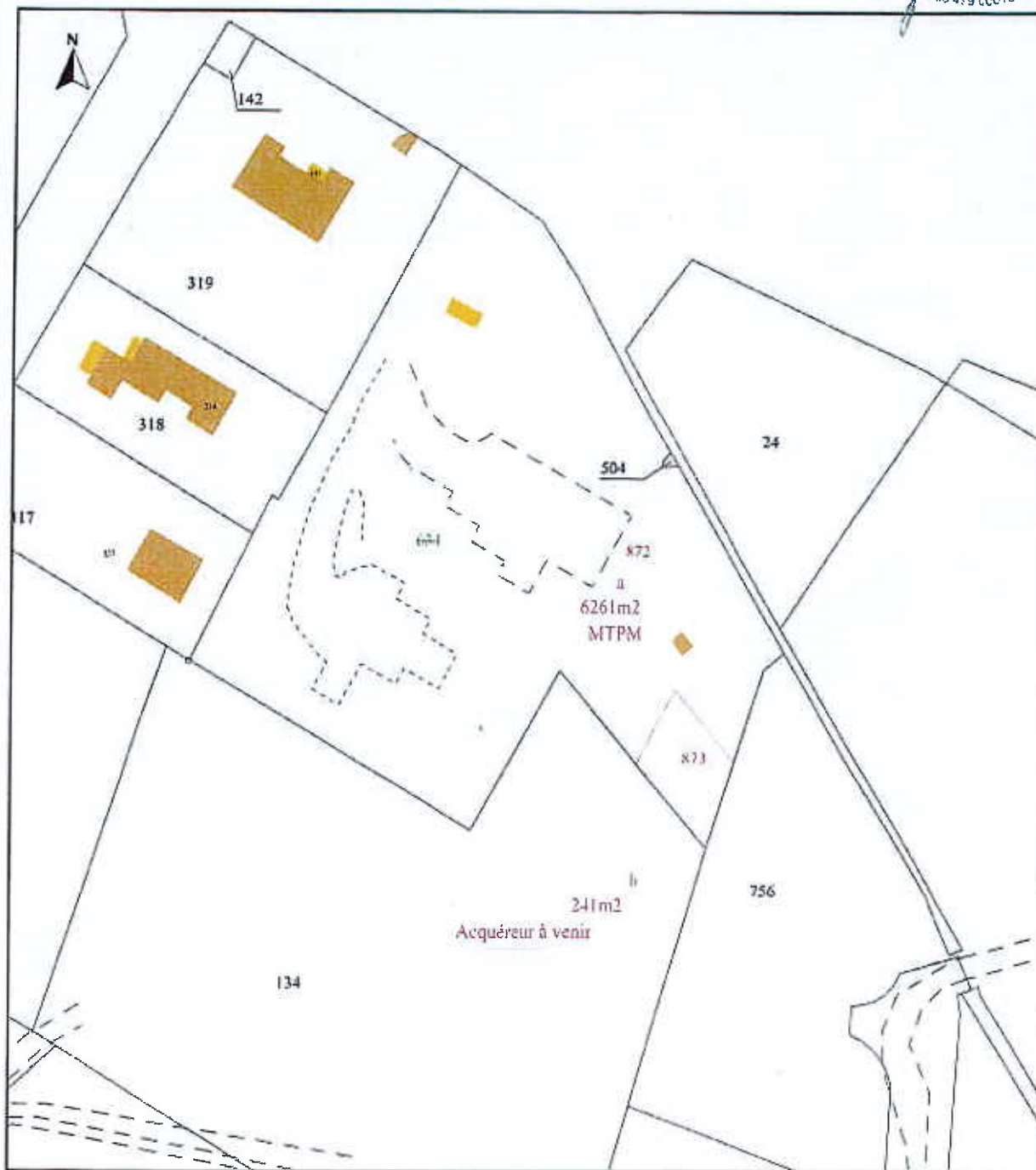
D'après le document d'arpentage
dressé

Par M.FROMENT François (2)

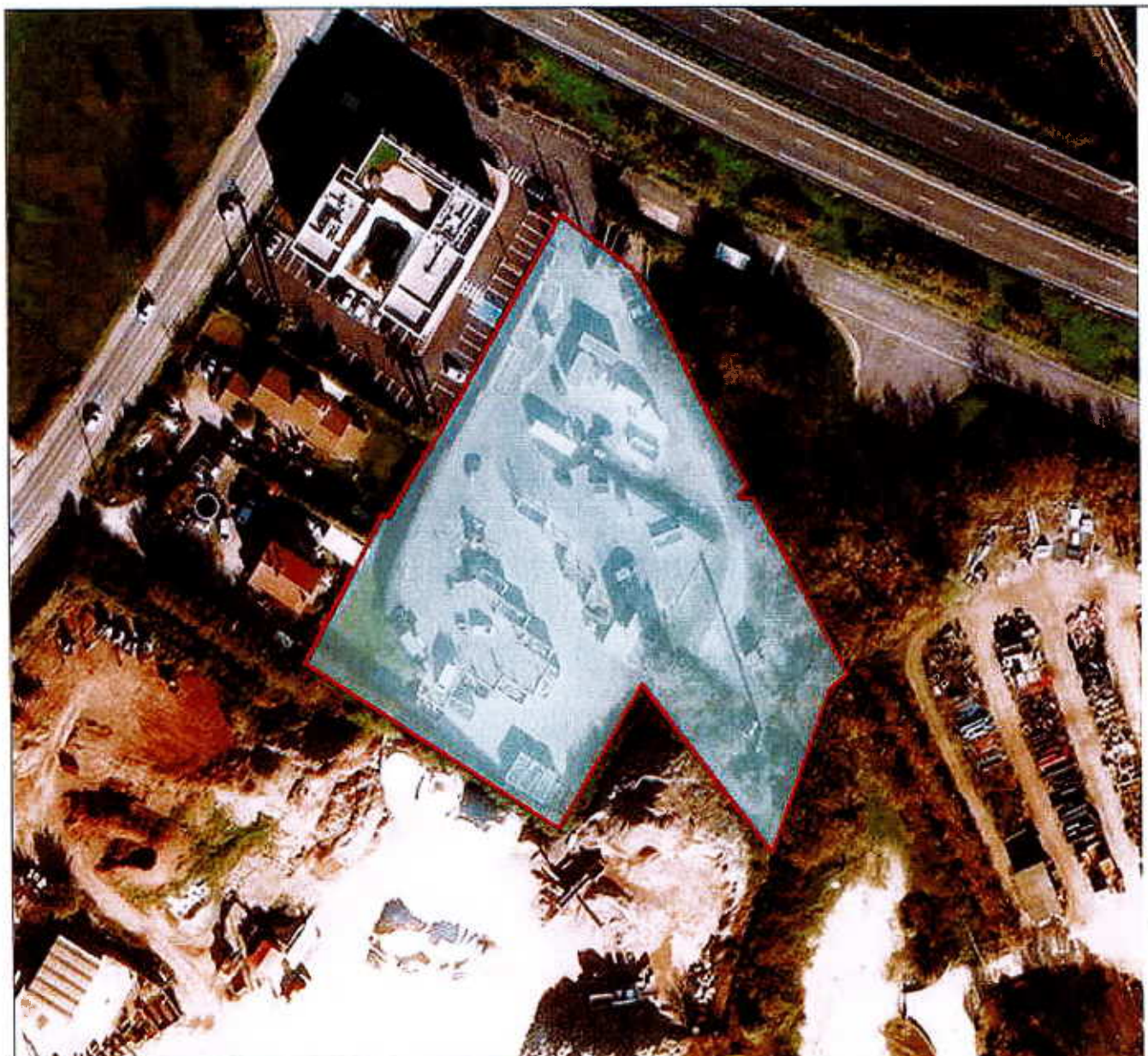
Réf. : H.4860/13

Le 23/05/2024

ORDRE DES GEOMETRES EXPERTS
AGE2F (SARL)
HYERES
04 94 03 95 01
04 98 01 27 05



Commune :	LA CRAU (830047)
Surface géographique :	6569 m ²
Contenance :	6502 m ²
Adresse :	LA CRAU
Bâtie :	Oui
Urbaine :	Non



Échelle : 1:1000

Propriétaire(s) :

Compte : +00007 (1)

Propriétaire :

COMMUNE DE LA CRAU 0000 BD DE LA REPUBLIQUE 83260 LA CRAU
propriétaire

Subdivision(s) fiscale(s) (1) :

Compte	Lettre	Groupe	Nature	Occupation	Classe	Surface (m²)	Revenu (€)	Référence (€)
+00007		Sols		Sols		6502	0	0
Total						6502	0	0

Local(aux) (1) :

Invariant : 0470619264 (+00007)
Adresse : 0145 CHE DE L'ESTAGNOL
Type : Local commercial ou industriel
Nature : Local divers
Occupation : Occupé par le propriétaire ou l'usufuitier
Date de mutation: 20/09/1990
Année de construction : 0000
Surface habitable: -
Valeur cadastrale (€) : 0

P.E.V :

N°	Nature	Catégorie	Tarif	Type de local	Val. Loc. Réf.	Val. Loc. Ann.	Nat. exemp.
001	Commerce			005	0	534677	

Informations d'urbanisme :

Zonage(s)(POS ou PLU)		
U	UZa	100,00%
Information(s)		
04	Droit de préemption urbain (D.P.U.) simple opposable au bénéfice de la commune	100,00%
Servitude(s)		
PT2	Zone secondaire de dégagement	100,00%
PM1	Enveloppe des zonages réglementaires	100,00%
PT2	Zone spéciale de dégagement	29,86%
Autre(s)		
U	UZa : Secteur correspondant à une dominante artisanale.	100,00%

Département du Var			(Loi du 5 avril 1884, article 56)
Arrondissement de Toulon			COMMUNE DE LA CRAU
Afférents au Conseil Municipal	En Exercice	Qui ont pris part à la délibération	EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
33	33	32	
DELIBERATION N°2011/070/36			SEANCE DU 13 AVRIL 2011
<p>L'an deux mil onze et le treize avril à 19 h 00</p> <p>le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Christian SIMON, Maire.</p> <p>PRESENTS : Christian SIMON, Maire, Jean-Pierre SIEGWALD, Anne-Marie METAL, Christian DAMPENON, Paule MISTRE, Marie-Claude GARCIA, Max ESPENON, Patricia GALIAN, Gérard LAUGIER, Gérard SIMON, Marc ALLAMANE, Jean-Claude ANDRIEU, Raymond CORPORANDY, Christine MARTINEZ, Catherine DURAND, Michèle DAZIANO, Cécile DANIEL, Coralie MICHEL, Bianca FILIPPI, Jean-Pierre TROUBOUL, Jean-Pierre SABATHE, Valérie HUBAUT, Jean CODOMIER, Maguy FACHE, Pascal COMBY, Albert ROCHE, Christiane CAHAIGNE, Jean-Pierre EMERIC donne procuration à Gérard SIMON, André SUZZONI donne procuration à Christian DAMPENON, Josiane AUNON donne procuration à Raymond CORPORANDY, Alain ROQUEBRUN donne procuration à Christian SIMON, Maire, Elodie TESSORE donne procuration à Anne-Marie METAL</p> <p>ABSENTS EXCUSES :</p> <p>ABSENTS : Sophie MOUSSAOUI</p> <p>SECRETAIRE : Mme FILIPPI</p>			
NATURE :	Domaine et patrimoine Locations		
OBJET :	ANTENNE DE TELEPHONIE A LA DECHETTERIE - CONVENTION AVEC SFR		
<p>RECEPTION EN PREFECTURE : 19.04.2011</p> <p>AFFICHAGE : 19.04.2011</p> <p>PUBLICATION :</p> <p>NOTIFICATION :</p>			

M. Le Maire expose :

Suite au besoin d'exploitation des réseaux de télécommunication sur le territoire et à la demande d'un prestataire afin d'assurer une meilleure couverture sur le quartier de la Moutonne et alentours, la commune envisage la mise à disposition d'une partie d'un terrain communal pour permettre l'installation d'une antenne relais avec les équipements techniques reliés à des réseaux de télécommunication.

Pour ce projet, la parcelle se situe dans l'emprise d'une parcelle communale cadastrée section AP n°634 d'une superficie de 15 m² environ jouxtant la déchetterie de la Moutonne afin d'y installer un pylône monotube de 20 mètres de hauteur avec antenne intégrée, des équipements techniques ainsi qu'une clôture.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de délibérer pour autoriser M. Le Maire à signer une convention avec l'opérateur SFR pour l'installation d'une antenne relais moyennant un loyer annuel d'occupation

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé qui précède,

Considérant l'intérêt d'améliorer le réseau de téléphonie mobile

Après en avoir délibéré,

Décide

- D'autoriser M. Le Maire à signer la convention d'installation d'une antenne relais de radiotéléphonie sur un terrain sis chemin de l'Estagnol à proximité de la déchetterie, pour une durée de 9 années

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an susdits, à l'unanimité des membres présents.

**CONVENTION
POUR L'INSTALLATION D'UN RÉLAI DE RADIOTÉLÉPHONIE
SUR UN TERRAIN**

Entre les soussignés :

- 1) **LA COMMUNE DE LA CRAU**, sise en l'Hôtel de Ville boulevard de la République à LA CRAU (83260), représentée par Monsieur Christian SIMON, agissant aux présentes en qualité de Maire, dûment habilité aux fins de signature des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 13 Avril 2011,

En accord entre les parties, les
présentes reliées par ASSEMBLACT
empêchant toute substitution ou
addition, sont seulement signées à
et : la dernière page.

ci-après dénommée "LE PROPRIÉTAIRE"
d'une part,

- 2) **La SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU RADIOTÉLÉPHONE**, Société Anonyme au capital de 1 344 179 357,40 €, inscrite sous le numéro 403 106 537 RCS Paris, dont le siège social est 42 avenue de Friedland à PARIS (75008), représentée par Sophie COMBETTES, agissant aux présentes en qualité de Directrice Production DO SUD, domicilié 452 cours du 3^{ème} Millénaire, Parc Technologique de Lyon 69800 ST PRIEST, dûment habilité aux fins de signature des présentes. »

ci-après dénommée " SFR "
d'autre part,

ci-après dénommées ensemble « les Parties »

IL A ÉTÉ EXPOSÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

SFR exploite des réseaux de télécommunications sur le territoire français.

Pour les besoins de l'exploitation de ses réseaux, actuels et futurs, SFR doit procéder à l'installation de dispositifs d'antennes et d'équipements techniques reliés à des réseaux de télécommunications.

Quant à elle la COMMUNE DE LA CRAU est propriétaire d'un terrain situé chemin de l'Estagnol à LA CRAU (83260) cadastré numéro 634, section AP, susceptible de servir de site d'émission-réception.

Aussi, après en avoir conjointement étudié la faisabilité technique, les parties ont-elles convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : MISE A DISPOSITION

Le PROPRIETAIRE donne en location à SFR des emplacements d'une surface de 16(seize) m² environ, situé dans les emprises du terrain sis chemin de l'Estagnol à LA CRAU (83260), références cadastrales N° 634 section AP, selon le plan ci-après annexé (Annexe 1).

Ces emplacements sont destinés à accueillir des installations de télécommunications et composées des équipements techniques suivants :

- un pylône d'une hauteur de 20 (vingt) mètres environ, supportant divers dispositifs d'antennes d'émission-réception et faisceaux hertziens ;
- un local technique et / ou des armoires techniques (et le cas échéant des dispositifs de climatisation).

Le PROPRIETAIRE autorise SFR à raccorder entre eux par câbles les équipements susvisés ainsi qu'à raccorder le local technique (ou les armoires techniques), notamment aux réseaux d'énergie et de télécommunications.

ARTICLE 2 : DESTINATION DE L'EMPLACEMENT MIS A DISPOSITION

Les emplacements visés ci-dessus sont strictement destinés à un usage technique et ne pourront être utilisés en bureau, stockage de marchandises, ou réception de clientèle quelconque. En conséquence, la présente convention n'est pas soumise aux dispositions des articles L 145-1 et suivants du code de commerce et ne pourra donner lieu à la propriété commerciale pour SFR.

ARTICLE 3 : GARANTIE DE JOUISSANCE DES LIEUX LOUES

Le PROPRIETAIRE déclare que les emplacements visés en Annexe 1 sont actuellement libres de toute location ou occupation, et qu'il en sera de même le jour de la prise de possession effective des lieux loués.

ARTICLE 4 : DURÉE

La présente convention est conclue pour une durée de NEUF (9) années qui prendra effet le premier (1^{er}) jour du mois suivant sa date de signature par les parties.

Au terme, les deux parties auront la possibilité de résilier la convention et devront l'adresser à l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception respectant un préavis de dix huit (18) mois au moins avant chaque échéance.

En cas de retrait ou de non renouvellement de l'une des autorisations ministérielles de SFR, de recours d'un tiers (ce quelle que soit la forme du recours), ou en cas de survenance de toutes raisons techniques impératives pour SFR - notamment l'évolution de l'architecture de l'un de ses réseaux - , la présente convention pourra être résiliée par SFR à tout moment, à charge pour elle de prévenir LE PROPRIETAIRE par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois à l'avance.

Dans cette hypothèse, SFR abandonnera au PROPRIETAIRE, à titre d'indemnité forfaitaire et définitive, le solde du loyer déjà versé au titre de l'annuité considérée.

SFR fera son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives nécessaires. En cas de non-obtention desdites autorisations, la présente convention serait résolue de plein droit sans indemnité.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITE - ASSURANCES

1) Assurances

SFR sera tenue de contracter auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances, une ou plusieurs polices d'assurances garantissant les risques d'incendie, dégâts des eaux et responsabilité civile en général.

Dans le cas où l'installation technique de SFR entraînerait une augmentation de la tarification des assurances souscrites par le PROPRIETAIRE pour garantir sa parcelle, SFR lui remboursera, sur justificatifs de la compagnie d'assurances, le montant supplémentaire de la prime.

2) Responsabilité en cours d'installation

SFR devra procéder à l'installation des équipements techniques, des dispositifs d'antennes et des câbles de raccordement en respectant strictement les normes techniques, les règles de l'art, et les règles relatives à l'hygiène et à la sécurité. Elle fera appel pour cela à un cabinet ou à une ou plusieurs sociétés spécialisées dûment qualifiées, le tout, à ses frais exclusifs.

ARTICLE 6 : ENVIRONNEMENT LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Pendant toute la durée de la convention, SFR s'assurera que le fonctionnement de ses équipements techniques soit toujours conforme à la réglementation applicable notamment en matière de santé publique. En cas d'évolution de ladite réglementation, et d'impossibilité pour SFR de s'y conformer dans les délais légaux, SFR suspendra les émissions des équipements concernés jusqu'à leur mise en conformité, ou pourra résilier de plein droit la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception sans préavis ni indemnité.

Le PROPRIETAIRE reconnaît avoir reçu, préalablement à la signature de la présente convention, la fiche d'information « Antennes-relais et Santé » jointe en annexe.

Conformément aux dispositions de l'article L 125-5 du Code de l'Environnement, un état des risques naturels et technologiques est, le cas échéant, fourni à SFR à partir des informations préfectorales et annexé aux présentes.

ARTICLE 7 : OPPOSABILITE A L'ACQUEREUR DE LA PARCELLE

La présente convention sera opposable aux acquéreurs éventuels de la parcelle conformément aux dispositions de l'article 1743 du Code Civil ; le PROPRIETAIRE devra rappeler l'existence de la présente convention à tout acquéreur éventuel.

ARTICLE 8 : ENTRETIEN - REPARATIONS

1) Sur la parcelle

SFR s'engage à maintenir les lieux mis à disposition en bon état d'entretien pendant toute la durée des présentes.

En fin de contrat, quelle qu'en soit la cause, SFR ne reprendra pas les éléments non détachables (améliorations et installations) qu'elle aurait incorporés à la parcelle, à moins que le PROPRIETAIRE ne préfère lui demander le rétablissement des lieux mis à disposition en l'état primitif.

2) Sur l'installation technique

SFR devra entretenir son installation technique dans les règles de l'art, à ses frais et sous sa seule responsabilité, de manière à ce qu'aucun trouble de jouissance ne soit apporté au propriétaire de la parcelle (réception des émissions radiotélévisées).

Le PROPRIETAIRE, ou toute personne agissant pour son compte, contactera SFR avant toute intervention à proximité des installations techniques. SFR indiquera les consignes particulières à respecter relatives aux installations en place.

ARTICLE 9 : ACCES

SFR et toutes personnes intervenant pour son compte auront en tous temps libre accès à leurs installations tant pour les besoins de l'implantation du matériel que pour ceux de leur maintenance et entretien.

ARTICLE 10 : AUTRES INSTALLATIONS TECHNIQUES

1) Dans l'hypothèse où des antennes d'émission réception seraient déjà installées dans l'emprise de la parcelle, SFR s'engage, avant d'installer ses équipements, à réaliser, à sa charge financière, les études de compatibilité avec lesdits équipements ainsi que leur éventuelle mise en compatibilité. Si la mise en compatibilité s'avère impossible à réaliser, la convention sera résolue de plein droit.

Après en avoir avisé SFR, le PROPRIETAIRE aura la possibilité d'installer et /ou laisser installer à proximité des lieux loués visés en Annexe 1 toutes antennes qu'il jugera utiles.

Néanmoins, le PROPRIETAIRE s'engage, avant d'autoriser tout nouvel arrivant à installer ses équipements techniques dans l'emprise de la parcelle, à ce que soient réalisées, à la charge financière du nouvel arrivant, des études de compatibilité avec les installations de télécommunication de SFR, et leur éventuelle mise en compatibilité. Si cette mise en compatibilité s'avère impossible à réaliser, les équipements techniques projetés par le nouvel arrivant ne pourront être installés.

2) SFR pourra procéder aux modifications et / ou extensions qu'elle jugera utiles sur ses installations de télécommunications en fonction de ses besoins d'ingénierie dans la limite des lieux loués déterminés en Annexe 1. Cette disposition constitue une stipulation essentielle sans laquelle SFR n'aurait pas contracté.

SFR est autorisée à sous louer les lieux mis à sa disposition au titre de la présente convention à toute entité appartenant ou non au groupe de sociétés auquel SFR appartient. Après en avoir avisé le PROPRIETAIRE, SFR pourra céder la présente convention.

ARTICLE 11 : LOYER – INDEXATION

1) Le PROPRIETAIRE présentera une facture référencée / N°G2R 831778, faisant apparaître la TVA, si le PROPRIETAIRE y est assujéti, et qui sera adressée à :

**SFR
Rive Défense
Service comptabilité GLS
5 rue Noel Pons - TSA 71570**

92739 NANTERRE Cedex

La première d'entre elles sera accompagnée d'un Relevé d'Identité Bancaire et indiquera le numéro d'identifiant T.V.A. du PROPRIÉTAIRE, dans l'hypothèse où ce dernier y est assujéti.

SFR versera d'avance au PROPRIÉTAIRE, et par virement bancaire, un loyer annuel d'un montant de 7 300 €. Nets. (Sept mille trois cent Euros Nets), toutes charges locatives incluses.

Les paiements seront effectués dans les trente jours suivant la réception de ladite facture, le premier d'entre eux, compte tenu du délai d'obtention des autorisations administratives, interviendra soixante jours à compter de la date de prise d'effet des présentes.

- 2) Le loyer visé ci-dessus augmentera de deux pour cents (2 %) par an pendant toute la durée des présentes. L'augmentation s'appliquera à l'expiration de chaque période annuelle, à la date anniversaire de la prise d'effet des présentes.

ARTICLE 12 : RACCORDEMENTS EN FLUIDES

SFR souscrira en son nom propre les abonnements inhérents aux raccordements de sa station.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les Parties s'engagent à considérer comme confidentiels la présente convention, ses annexes et tous autres documents, informations et données, quel qu'en soit le support, que les Parties ont eu à échanger au préalable de la conclusion ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention. En conséquence, elles s'interdisent de les communiquer ou de les divulguer à des tiers pour quelque raison que ce soit, sans l'accord préalable écrit de la Partie concernée.

Les données collectées dans le cadre de la présente convention sont destinées à un traitement informatique. Elles sont utilisées par SFR pour l'exécution de son programme.

Conformément aux dispositions de la Loi n° 608 du 13 mai 2004 relative à la modification par la loi du 6 août 2004, le PROPRIÉTAIRE dispose d'un droit d'accès, ainsi que d'un droit d'information complémentaire, de rectification et, le cas échéant, d'opposition sur les données le concernant.

Il peut s'opposer à tout moment à leur communication à des tiers. Il peut exercer ses droits en envoyant un courrier mentionnant ses nom, prénom, numéro de site, et en y joignant une copie de sa pièce d'identité à l'adresse de facturation mentionnée dans la présente convention.

Fait à LA CRAU

Le 18/10/2011

En QUATRE exemplaires originaux, dont 2 remis à SFR

De 9 pages chacun.

POUR "LE PROPRIÉTAIRE"

Monsieur Christian SIMON



POUR "SFR"

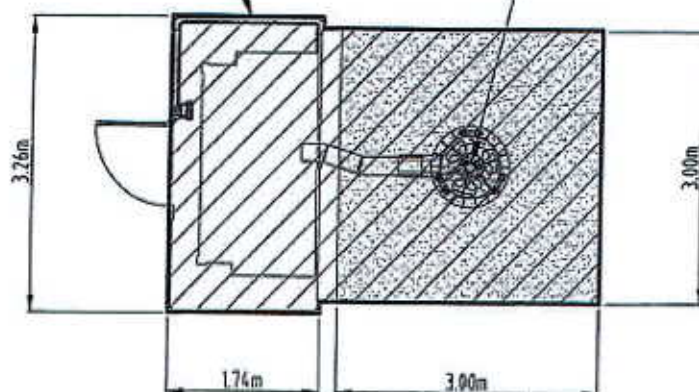
Madame Sophie COMBETTES
Directrice Production DO SUD

ANNEXE 1;
PLAN DES SURFACES LOUEES



Zone technique SFR

Pylône monotube SFR
Ht. 20 m
+ massif béton



SURFACE LOUE : ENVIRON 16m²

NGF
au sol
37.00m

ECH=1/75

0 1 2 3 4m

SFR	PLAN DES SURFACES LOUES				DOSSIER	DPR
	LA CRAU MOUTONNE 2				ECHELLE	1/75
SFR	N° G2R DU SITE	N° DE PLAN	INDICE	FOLIO	DATE	28/06/2011
	831778	2-4	A	1/1	FICHER	831778_2.4_plan_280611
					DESSINATEUR	M.PA

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE SFR. IL NE PEUT ETRE COMMUNIQUE OU REPRODUIT SANS AUTORISATION ECRITE.

ANNEXE 2 :
FICHE D'INFORMATION « ANTENNES-RELAIS ET SANTE »

Antennes-relais & Santé

Le développement de la téléphonie mobile, qui s'est accompagné d'un déploiement rapide des antennes-relais, a pu susciter dans la population des interrogations quant aux effets éventuels sur l'organisme d'une exposition prolongée aux rayonnements électromagnétiques. Cette fiche fait un point sur l'état de l'art de la recherche, la réglementation en vigueur et les engagements de SFR.

■ Le consensus scientifique

«Les ministres relèvent que l'analyse des études les plus récentes confirme (d'une part) que l'exposition du public aux champs électromagnétiques de radiofréquences due aux antennes relais de téléphonie mobile n'engendre pas de risques sanitaires identifiés pour la population riveraine.»

Communiqué de presse du Ministère de la Santé et des Sports, du Secrétariat d'État chargée de la Prospective et du Développement de l'économie numérique et du Secrétariat d'État chargée de l'Écologie, 15 octobre 2009

■ La réglementation

	E En V/m	H En A/m	Densité de puissance En W/m²
GSM 900 / UMTS 900 (900 MHz)	41	0,110	4,5
GSM 1800 (1800 MHz)	58	0,155	9
UMTS (2000 MHz)	61	0,16	10
WIMAX (3400-3800MHz)	61	0,16	10

Limites d'exposition pour le public

• Limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques : décret N° 2002-775 du 3 mai 2002, transpose en droit français la Recommandation du Conseil Européen du 12 juillet 1999, elle-même basée sur les seuils publiés par la Commission Internationale de Protection contre les Rayonnements Non-Ionisants (ICNIRP).

• Conformité aux limites d'exposition : garantie par des règles précises d'installation, décrites dans la circulaire du 16 octobre 2001.

• Le guide technique Informatif de l'Agence Nationale des Fréquences (ANFR) «Modélisation des sites radioélectriques et des périmètres de sécurité pour le public», du 22/02/2008, complète la circulaire du 16 oct. 2001 sur les règles d'installation.

■ La mesure des niveaux d'exposition



• Une mesure de champ électromagnétique peut être réalisée à la demande. Elle doit être effectuée selon le protocole de l'ANFR par des organismes indépendants, accrédités COFRAC (Comités Français d'Accréditation), comme cela est stipulé dans le Guide des relations entre opérateurs et communes (voir ci-dessous). Lorsque la mesure est demandée par un maire, l'opérateur met le maire en relation avec un organisme indépendant et accrédité COFRAC. Le maire peut ainsi décider seul du lieu, de la date et de l'heure de la mesure.

• Information sur l'environnement radioélectrique sur le site Cartoradio de l'ANFR (www.anfr.fr)

■ Les engagements de SFR

Outre le respect de la réglementation en vigueur,

• Concertation et Information ⁽¹⁾

→ 1301 réunions publiques

• Contrôles des niveaux d'exposition ⁽¹⁾

→ 4412 mesures

→ 100% des mesures conformes à la réglementation

⁽¹⁾Données cumulées de 2002 à 2009

⁽²⁾Partenariat signé en avril 2004 et renouvelé en octobre 2007

⁽³⁾AMF pour Association des Maires de France

⁽⁴⁾AFOM pour Association Française des Opérateurs Mobiles

→ Le Guide⁽²⁾ des relations entre opérateurs et communes signé par l'AMF⁽³⁾ et l'AFOM⁽⁴⁾

Le cadre pour une installation concertée des antennes-relais à travers 4 engagements :

1. Concertation avec les maires
2. Information des riverains
3. Contrôle des niveaux d'exposition
4. Intégration paysagère



Vous trouverez, sur le site <http://www.sfr.com/responsabilite/sante>, des recommandations et un descriptif de l'ensemble des actions mises en œuvre par SFR pour veiller à votre santé, votre sécurité et votre environnement.



Hivory

SITE : LA CRAU N°G2R 831778

01/2019

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DU 18/10/2011

Entre les soussignées :

1) **La Commune de LA CRAU**, sise en l'Hôtel de Ville Bd De La République à LA CRAU (83260), représentée par Mr Christian SIMON, agissant aux présentes en qualité de Maire, dûment habilité aux fins de signature des présentes par délibération du Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "LE PROPRIÉTAIRE"
D'une part,

et :

2) **HIVORY SAS**, société par actions simplifiée, au capital de 35.343.347,21 euros, dont le siège social se situe 124 boulevard de Verdun (92400) COURBEVOIE et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 838 867 323,
Représentée par Madame Sandrine GARCIA agissant en qualité de Responsable Des Relations Et Du Développement Patrimoine, dûment habilitée aux fins de signature des présentes,

et ci-après dénommée « **LE PRENEUR** ».

D'autre part,

Ci-après dénommées ensemble « **les Parties** »

IL EST RAPPELE CE QUI SUI

Par une convention en date du 18-10-2011 SFR et LA COMMUNE DE LA CRAU ont conclu une convention de mise à disposition d'une parcelle de terrain ci-dessous décrit.

Les Parties prennent acte de ce que le 30 novembre 2018, SFR a apporté à la société HIVORY SAS son parc d'infrastructures passives d'antennes de réseau mobile national et des titres immobiliers, baux et conventions d'occupation attachés.

La société HIVORY SAS a pour activité le déploiement, l'exploitation et la commercialisation d'infrastructures passives de réseaux de télécommunications. Elle bénéficie d'un savoir particulier dans la commercialisation aux Opérateurs de services d'accueil de dispositifs antennaires et la gestion des interfaces opérationnels avec les Opérateurs.

Quant à elle, la COMMUNE DE LA CRAU est propriétaire d'un terrain situé Chemin de L'Estagnol à LA CRAU cadastré numéro 634 section AP, susceptible de servir de site d'émission-réception.

La COMMUNE DE LA CRAU et LE PRENEUR souhaitant procéder à la modification des dispositions de la convention susmentionnée, les parties se sont rapprochées et sont convenues ce qui suit :

Article 1^{er} – Objet de l'avenant

Par le présent avenant, les Parties modifie la durée de la Convention afin de prolonger la durée d'occupation par le PRENEUR des Lieux Loués dans les emprises du terrain situé Chemin de L'Estagnol à LA CRAU (83260) sur la parcelle cadastrée numéro 634, section AP, dans les conditions définies ci-après.

Article 2 – Modification de l'Article 4 « Durée »

L'article 4 « Durée » de la convention du 18/10/2011 est modifié comme suit :

La présente convention est conclue pour une durée de NEUF (9) années qui prendra effet le premier (1^{er}) jour du mois suivant sa date de signature par les Parties.

Elle sera ensuite tacitement reconduite par périodes successives de NEUF (9) années, sauf résiliation de l'une des Parties adressée à l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception respectant un préavis de VINGT QUATRE (24) mois au moins avant chaque échéance.

La présente convention pourra être résiliée par le PRENEUR à tout moment, à charge pour lui de prévenir LE PROPRIÉTAIRE par lettre recommandée avec accusé de réception au moins TROIS (3) mois à l'avance, dans les cas suivants :

- en cas de retrait ou de non renouvellement de l'une des autorisations ministérielles du ou des Opérateur(s) occupant (s),
- en cas de résiliation des contrats de services conclus entre le PRENEUR et tous les Opérateur(s) occupant(s) dont les Equipements Techniques sont installés sur les Lieux Loués,
- en cas de survenance de toutes raisons techniques impératives pour le PRENEUR - notamment l'évolution de l'architecture de ses Infrastructures.

Dans ces hypothèses, le PRENEUR abandonnera au PROPRIÉTAIRE, à titre d'indemnité forfaitaire et définitive, le solde du loyer déjà versé au titre de l'annuité considérée.

Le PRENEUR fera son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives nécessaires. En cas de non-obtention desdites autorisations, la présente convention serait résolue de plein droit sans indemnité.

Article 3 – Facturation

Le PROPRIÉTAIRE adressera toutes correspondances liées au loyer avec la mention / N°G2R 831778 à l'adresse mail suivante :

bailleur@hivory.fr

ou à défaut à l'adresse suivante :

**HIVORY SAS
Service comptabilité
124 boulevard de Verdun
92400 COURBEVOIE**

Les paiements seront effectués dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception *dudit titre*, le premier d'entre eux, compte tenu du délai d'obtention des autorisations administratives, interviendra soixante (60) jours à compter de la date de prise d'effet des présentes.

Article 4 - Entrée en vigueur de l'avenant

Le présent avenant entrera en vigueur le 01/11/2019.

Article 5 - Autres dispositions de la convention

Les autres dispositions de la Convention du 18/10/2011 sont inchangées.

Article 6 : Confidentialité

Les Parties s'engagent à considérer comme confidentiels la présente convention, ses annexes et tous autres documents, informations et données, quel qu'en soit le support, que les Parties ont eu à échanger au préalable de la conclusion ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention. En conséquence, elles s'interdisent de les communiquer ou de les divulguer à des tiers pour quelque raison que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de la Partie concernée.

Le présent engagement est pris pour une période égale à la durée du présent bail et de ses reconductions ou renouvellement éventuels, augmentée de deux (2) ans à compter de la fin dudit bail quelle qu'en soit la cause.

Les données collectées dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique. Elles sont utilisées par LE PRENEUR pour la gestion de son patrimoine.

Fait à LA CRAU
Le 06.12.2019
En DEUX exemplaires originaux,

POUR "LE PROPRIÉTAIRE"

le maître

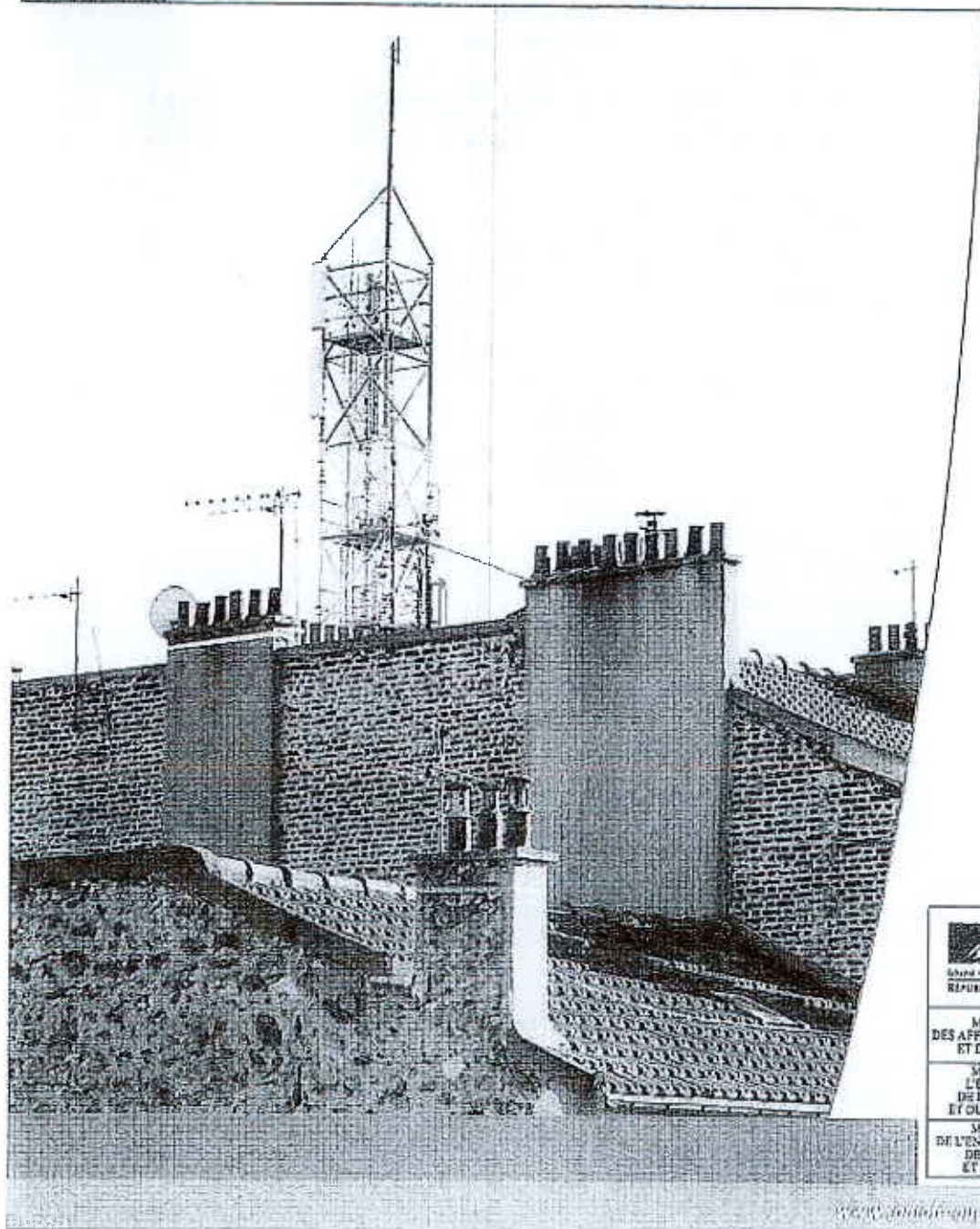
C. SIMON



POUR "LE PRENEUR"

Janvier 2017

Antennes-relais de téléphonie **mobile**



MINISTÈRE
DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA SANTÉ

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DE L'INDUSTRIE
ET DU NUMÉRIQUE

MINISTÈRE
DE L'ENVIRONNEMENT
DE L'ÉNERGIE
ET DE LA MER

La téléphonie mobile est aujourd'hui une technologie de communication très courante dans le monde. En France, environ 92% de la population utilise des téléphones mobiles.

Pour établir les communications, un réseau d'antennes-relais est installé sur tout le territoire.

Ce réseau est en constante évolution pour s'adapter aux besoins des utilisateurs. En effet, si depuis l'origine la téléphonie mobile permet de transmettre de la voix et des textes courts SMS (antennes-relais 2G de 2^e génération ou 2G), aujourd'hui beaucoup d'autres usages se développent comme les MMS vidéo, l'accès à internet, la télévision, ... (antennes-relais de 3^e et 4^e génération 3G et 4G).

QUE SAIT-ON DES EFFETS SANITAIRES LIÉS AUX ANTENNES-RELAIS ?

Que disent les experts ?

Il est établi qu'une exposition aiguë de forte intensité aux champs électromagnétiques radiofréquences peut provoquer des effets thermiques, c'est-à-dire une augmentation de la température des tissus. C'est pour empêcher l'apparition de ces effets thermiques que des valeurs limites d'exposition ont été élaborées.

Des interrogations subsistent sur d'éventuels effets à long terme pour des utilisateurs intensifs de téléphones mobiles, dont l'usage conduit à des niveaux d'exposition très nettement supérieurs à ceux qui sont constatés à proximité des antennes-relais. C'est la raison pour laquelle les champs électromagnétiques radiofréquences ont été classés, en mai 2011, par le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) en « peut-être cancérigène », en raison d'un nombre très limité de données suggérant un effet

Chiffres clés

• Fréquences :

GSM (2G) : 900 MHz et 1800 MHz

UMTS (3G) : 900 MHz et 2100 MHz

LTE (4G) : 700 MHz, 800 MHz, 1800 MHz et 2600 MHz

• Puissances : 1 Watt à quelques dizaines de Watts

• Portées : 1 à 10 km

Recherche

Afin d'améliorer les connaissances sur les effets sanitaires des radiofréquences, l'Anses a été dotée par l'État d'un fonds de 2 M€ par an, alimenté par une imposition additionnelle sur les opérateurs de téléphonie mobile

cancérigène chez l'homme et de résultats insuffisants chez l'animal de laboratoire, rejoignant en cela l'avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), publié en 2009 et mis à jour en 2013.

Les conclusions de l'évaluation des risques ne mettent pas en évidence d'effets sanitaires avérés.

Certaines publications évoquent néanmoins une possible augmentation du risque de tumeur cérébrale, sur le long terme, pour les utilisateurs intensifs de téléphones portables. Les conclusions de l'expertise sont donc en cohérence avec le classement proposé par le CIRC. Par ailleurs, l'expertise

fait apparaître, avec des niveaux de preuve limités, différents effets biologiques chez l'Homme ou chez l'animal : ils peuvent concerner le sommeil, la fertilité mâle ou encore les performances cognitives. Des effets biologiques, correspondant à des changements généralement réversibles dans le fonctionnement interne de l'organisme, peuvent ainsi être observés. Néanmoins, les experts de l'Agence n'ont pu établir un lien de causalité entre les effets biologiques décrits sur des modèles cellulaires, animaux ou chez l'Homme et d'éventuels effets sanitaires qui en résulteraient.

Compte tenu de ces éléments, il n'apparaît pas fondé, sur une base sanitaire, de proposer de nouvelles valeurs limites d'exposition pour la population générale.

PEUT-ON ÊTRE HYPERSENSIBLE AUX CHAMPS ÉLECTROMAGNÉTIQUES ?

Ce terme est utilisé pour définir un ensemble de symptômes variés et non spécifiques à une pathologie particulière (maux de tête, nausées, rougeurs, picotements...) que certaines personnes attribuent à une exposition aux champs électromagnétiques. Toutefois, l'Anses indique qu'en l'état actuel des connaissances, « aucune preuve scientifique d'une relation de causalité entre l'exposi-

tion aux radiofréquences et l'hypermotilité électromagnétique n'a pu être apportée jusqu'à présent ».

Néanmoins, on ne peut ignorer les souffrances exprimées par les personnes concernées.

C'est pourquoi un protocole d'accueil et de prise en charge de ces patients a été élaboré en collaboration avec les équipes médicales de l'hôpital Cochin à Paris. Dans ce cadre, les personnes peuvent être reçues dans différents centres de consultation de pathologie professionnelle et environnementale (CCPP).

QUELLES SONT LES VALEURS LIMITES D'EXPOSITION ?

Les valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques sont fixées, en France, par le décret 2002-775 du 3 mai 2002 et permettent d'assurer une protection contre les effets établis des champs électromagnétiques radiofréquences. À l'image de la grande majorité des pays membres de l'Union européenne, celles-ci sont issues de la recommandation du Conseil de l'Union européenne 1999/519/CE du 12 juillet 1999 relative à l'exposition du public aux champs électromagnétiques et conformes aux recommandations de l'OMS (Organisation mondiale de la santé).

Valeurs limites d'exposition

- 2G : 41 à 58 V/m
- 3G : 41 à 61 V/m
- 4G : 36 à 61 V/m
- Radio : 28 V/m
- Télévision : 31 à 41 V/m

On mesure l'intensité du champ électrique en volts par mètre (V/m).

QUELLES SONT LES CONDITIONS D'IMPLANTATION ?

1) Obtention d'autorisations préalables au niveau national

99 Préalablement au déploiement d'un réseau mobile, l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes

[ARCEP] délivre une autorisation individuelle d'utilisation des fréquences à l'opérateur. Ce dernier peut déployer son réseau en installant des antennes-relais.

☞ Tous les émetteurs d'une puissance de plus de 5 watts doivent obtenir une autorisation de l'Agence nationale des fréquences (ANFR) pour pouvoir émettre. Les émetteurs d'une puissance comprise entre 1 et 5 watts sont uniquement soumis à déclaration.

2) Information et concertation au niveau local

☞ Les exploitants d'antennes existantes sur une commune transmettent, à la demande du maire ou du président d'intercommunalité, un dossier établissant l'état des lieux des antennes concernées.

☞ Les exploitants de nouvelles antennes-relais informent par écrit le Maire ou le président de l'intercommunalité dès la phase de recherche d'implantation et lui transmettent un dossier d'information 2 mois avant le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme.

☞ Les exploitants d'antennes-relais qui souhaitent les modifier de façon substantielle et dont la modification serait susceptible d'avoir un impact sur le niveau de champs électromagnétiques émis doivent transmettre au maire ou au président d'intercommunalité un dossier d'information deux mois avant le début des travaux.

☞ Pour les installations radioélectriques ne nécessitant pas d'autorisation d'urbanisme (exemple : antennes implantées sur des pylônes existants d'opérateurs de communications électriques, de TDF ou de RTE), la transmission du dossier d'information a lieu au moins 2 mois avant le début de l'implantation de l'installation.

☞ À la demande du Maire, le dossier d'information peut contenir une simulation de l'exposition aux champs électromagnétiques

générée par l'installation selon les lignes directrices publiées par l'Agence nationale des fréquences.

☞ Le dossier d'information et la simulation d'exposition (lorsqu'elle a été demandée) sont mis à disposition des habitants de la commune concernée au plus tard 10 jours après leur communication au Maire. Les habitants ont ensuite 3 semaines pour formuler leurs observations lorsque le Maire ou le président de l'intercommunalité leur ont donné cette possibilité.

☞ Le Préfet peut, lorsqu'il estime qu'une médiation est requise, réunir une instance de concertation de sa propre initiative ou à la demande du Maire ou du président de l'intercommunalité.

3) Respect des règles d'urbanisme

Quelle que soit leur hauteur, les antennes émettrices ou réceptrices, installées sur le toit, la terrasse ou le long d'une construction existante, sont soumises à :

☞ déclaration préalable lorsque ni l'emprise au sol ni la surface de plancher n'excède 20 m² (article R.421-17 a) et f) du code de l'urbanisme) ;

☞ permis de construire au-delà de 20 m² d'emprise au sol ou de surface de plancher (article R. 421-14 a) du code de l'urbanisme) ;

Les antennes au sol constituent des constructions nouvelles et sont soumises, en application des articles R. 421-1, R. 421-2 et R. 421-9 du code de l'urbanisme, à

☞ déclaration préalable lorsque leur hauteur est inférieure ou égale à 12 m et que la surface de plancher ou l'emprise au sol est supérieure à 5 m² sans excéder 20 m² ;

☞ déclaration préalable lorsque leur hauteur est supérieure à 12 m et que ni la surface de

plancher ni l'emprise au sol n'excède 5 m² ;

☞ permis de construire lorsque leur hauteur est supérieure à 12 m et que la surface de plancher ou l'emprise au sol est supérieure à 5 m² ; permis de construire, quelle que soit leur hauteur, lorsque l'emprise au sol ou la surface de plancher excède 20 m².

Ces obligations sont renforcées en site classé ou en instance de classement, dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable et dans les abords de monuments historiques.

Les installations qui ne sont soumises à aucune formalité (pas de modification de l'aspect extérieur d'un immeuble existant, moins de 12 mètres de hauteur, et local technique de moins de 5 m²) doivent néanmoins respecter les règles générales d'urbanisme et, le cas échéant, les règles du plan local d'urbanisme (article L. 421-8 du code de l'urbanisme).

QUI CONTRÔLE L'EXPOSITION DU PUBLIC ?

L'Agence nationale des fréquences (ANFR) est chargée du contrôle de l'exposition du public. Les résultats des mesures peuvent être consultés sur le site www.cartoradio.fr. Les organismes chargés des mesures sur le terrain doivent répondre à des exigences d'indépendance et de qualité : ils sont obligatoirement accrédités par le Comité français d'accréditation (COFRAC).

Toute personne peut faire réaliser gratuitement une mesure d'exposition tant dans des locaux d'habitations privés que dans des lieux accessibles au public (formulaire de demande sur le lien : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R35088>). Une telle demande doit être signée par un organisme habilité (collectivités territoriales,

associations agréées de protection de l'environnement, fédérations d'associations familiales...) avant d'être adressée à l'ANFR. Par ailleurs, l'ANFR a pour mission de préciser la définition des points atypiques, lieux dans lesquels le niveau d'exposition aux champs électromagnétiques dépasse substantiellement celui généralement observé à l'échelle nationale, puis de les recenser et vérifier leur traitement, sous réserve de faisabilité technique.

Département du Var			(Loi du 5 avril 1884, article 56)
Arrondissement de Toulon			COMMUNE DE LA CRAU
Afférents au Conseil Municipal	En Exercice	Qui ont pris part à la délibération	EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
33	33	32	
DELIBERATION N°2011/070/36			SEANCE DU 13 AVRIL 2011
<p>L'an deux mil onze et le treize avril à 19 h 00</p> <p>le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Christian SIMON, Maire.</p> <p><u>PRESENTS :</u> Christian SIMON, Maire, Jean-Pierre SIEGWALD, Anne-Marie METAL, Christian DAMPENON, Paule MISTRE, Marie-Claude GARCIA, Max ESPENON, Patricia GALIAN, Gérard LAUGIER, Gérard SIMON, Marc ALLAMANE, Jean-Claude ANDRIEU, Raymond CORPORANDY, Christine MARTINEZ, Catherine DURAND, Michèle DAZIANO, Cécile DANIEL, Coralie MICHEL, Bianca FILIPPI, Jean-Pierre TROUBOUL, Jean-Pierre SABATHE, Valérie HUBAUT, Jean CODOMIER, Maguy FACHE, Pascal COMBY, Albert ROCHE, Christiane CAHAIGNE, Jean-Pierre EMERIC donne procuration à Gérard SIMON, André SUZZONI donne procuration à Christian DAMPENON, Josiane AUNON donne procuration à Raymond CORPORANDY, Alain ROQUEBRUN donne procuration à Christian SIMON, Maire, Elodie TESSORE donne procuration à Anne-Marie METAL</p> <p><u>ABSENTS EXCUSES :</u></p> <p><u>ABSENTS :</u> Sophie MOUSSAOUI</p> <p><u>SECRETAIRE :</u> Mme FILIPPI</p>			
NATURE :	Domaine et patrimoine Locations		
OBJET :	ANTENNE DE TELEPHONIE A LA DECHETTERIE - CONVENTION AVEC SFR		
RECEPTION EN PREFECTURE : 19.04.2011 AFFICHAGE : 19.04.2011 PUBLICATION : NOTIFICATION :			

M. Le Maire expose :

Suite au besoin d'exploitation des réseaux de télécommunication sur le territoire et à la demande d'un prestataire afin d'assurer une meilleure couverture sur le quartier de la Moutonne et alentours, la commune envisage la mise à disposition d'une partie d'un terrain communal pour permettre l'installation d'une antenne relais avec les équipements techniques reliés à des réseaux de télécommunication.

Pour ce projet, la parcelle se situe dans l'emprise d'une parcelle communale cadastrée section AP n°634 d'une superficie de 15 m² environ jouxtant la déchetterie de la Moutonne afin d'y installer un pylône monotube de 20 mètres de hauteur avec antenne intégrée, des équipements techniques ainsi qu'une clôture.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de délibérer pour autoriser M. Le Maire à signer une convention avec l'opérateur SFR pour l'installation d'une antenne relais moyennant un loyer annuel d'occupation

Le Conseil Municipal, oui l'exposé qui précède,

Considérant l'intérêt d'améliorer le réseau de téléphonie mobile

Après en avoir délibéré,

Décide

- D'autoriser M. Le Maire à signer la convention d'installation d'une antenne relais de radiotéléphonie sur un terrain sis chemin de l'Estagnol à proximité de la déchetterie, pour une durée de 9 années

Ainsi délibéré en séance les jour, mois et an susdits, à l'unanimité des membres présents.

**M. Christian SIMON**

Maire de La Crau

Conseiller Départemental du Var

Conseiller Métropolitain de Toulon Provence
Méditerranée

Président du CDG 83

Pôle cadre de vie et Ville Durable

Direction de l'Aménagement du Territoire

Affaire suivie par : **Olivier LEROY**Ni/ref : N°16973 du 11 juilletN/réf : CS/JPE/IB/SC/OL/CG/2024-16973RAR :

Visas	
Le responsable de Pôle	La D.G.S.
	PLO JPG

Monsieur Jean-Pierre GIRAN**Président de Toulon Provence Méditerranée****Direction de l'Immobilier et du Foncier**

Hôtel de la Métropole

107 Boulevard Henri Fabre

83041 TOULON CEDEX 9

La Crau, le 23 juillet 2024

Objet : Rétrocession parcelle AP 634

Monsieur Le Président,

Dans le cadre d'un transfert de compétence, la Ville a cédé la déchetterie de la Moutonne à la Métropole TPM.

Or, sur la parcelle AP 634, se trouvent des antennes de téléphonie mobile, pour lesquelles la Ville est liée par contrat avec un opérateur.

Dès lors, pour rétablir une cohérence du site, la Ville a effectué un découpage du morceau de terrain sur lequel sont implantées les antennes (AP 873 pour 241m2).

Afin de finaliser la procédure, la Ville de la Crau demande à la métropole de lui rétrocéder gracieusement cette parcelle créée. Les frais d'actes induits par cette opération seront, bien entendu, à la charge de la commune.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Le Président, l'assurance, de ma considération distinguée.

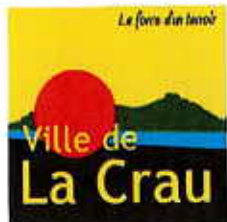
Le Maire,

Conseiller Départemental du Var

Conseiller Métropolitain Toulon Provence
MéditerranéePrésident du Centre de Gestion de la Fonction
Publique Territoriale du Var

Christian SIMON



**M. Christian SIMON**

Maire de La Crau

Conseiller Départemental du Var

Conseiller Métropolitain de Toulon Provence
Méditerranée

Président du CDG 83

Pôle cadre de vie et Ville Durable

Direction de l'Aménagement du Territoire

Affaire suivie par : **Olivier LEROY**Ni/ref : N°16973 du 11 juilletN/réf : CS/JPE/IB/SC/OL/CG/2024-16973RAR :

Visas	
Le responsable de Pôle	La D.G.S.
	PLO JPC

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Président de Toulon Provence Méditerranée

Direction de l'Immobilier et du Foncier

Hôtel de la Métropole

107 Boulevard Henri Fabre

83041 TOULON CEDEX 9

La Crau, le 23 juillet 2024

Objet : Acquisition parcelles AD 741, 742 et 645 par
la MTPM

Monsieur Le Président,

Au terme d'une longue discussion de plus de 10 ans, nous avons trouvé un accord avec Monsieur Alain AUDIBERT, pour la cession des voies reliant l'avenue du 8 mai 1945 à la voie Villeneuve à La Crau (axes structurants).

La négociation a débuté avant le transfert de compétence des voies à la métropole Toulon Provence Méditerranée, d'où cette requête tardive.

Ainsi, la Ville de La Crau souhaite une prise en charge par MTPM, des parcelles AD 741, 742 et 645, en rachetant ces dernières pour l'euro symbolique à Monsieur Alain AUDIBERT.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Le Président, l'assurance, de ma considération distinguée.

Le Maire,

Conseiller Départemental du Var

Conseiller Métropolitain Toulon Provence
MéditerranéePrésident du Centre de Gestion de la Fonction
Publique Territoriale du Var

Christian SIMON



Toulon, le 26-08-2024

Monsieur Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

Monsieur Christian SIMON
Maire de La Crau
Hôtel de ville
Boulevard de la République
83 260 LA CRAU

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT

Directeur Général des Services

Direction Générale Adjointe des Services

Finances et Moyens

Claude WEISSE

Directeur Général Adjoint des Services

Affaire suivie par :

Direction de l'Immobilier et du Foncier

Service Action Foncière

Julie SOULE-SUSBIELLES

04 23 26 15 39

jsoule@metropoletpm.fr

N/REF : JPG/VP/CW/CH/MM/JS/24/n°634

V/REF : CS/JPE/IB/SC/OL/CG/2024-16973

OBJET: Accord rétrocession parcelle cadastrée section AP n°634 – antenne relais
Déchetterie LA CRAU

Monsieur le Maire,

Par courrier en date du 23 juillet 2024, vous avez sollicité la Métropole Toulon Provence Méditerranée, compétente en matière de Gestion des déchets ménagers et assimilés, en vue de la rétrocession d'une portion de la parcelle sur laquelle est implantée la déchetterie et supportant une antenne relais pour laquelle votre commune est liée par contrat avec un opérateur.

Cette rétrocession prévoit le découpage de la parcelle située à LA CRAU, chemin de l'Estagnol cadastrée section AP n°634 pour une surface de 241m² et pour lequel vos services ont missionné le cabinet de géomètre AGE2F pour la réalisation d'un document modificatif du parcellaire cadastral.

Cette parcelle devenue propriété de la Métropole gracieusement lors du transfert de compétences entre votre commune et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, je vous confirme l'accord de la Métropole pour une rétrocession à l'euro symbolique de l'emprise sus indiquée.

Le service de l'action foncière reste donc à votre disposition pour engager les démarches nécessaires à cette rétrocession.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, en l'expression de mes sentiments les plus sincères.





Pour le Président et par délégation

Claude WEISSE

Directeur Général Adjoint des Services
Métropole Toulon Provence Méditerranée

Toulon le 14/08/2024

EXPEDITEUR
DGA FINANCES ET MOYENS Direction de l'Immobilier et du Foncier Michel MANDELLI <i>Responsable de Service Action Foncière</i> Téléphone : 19 780 / E-mail : mmandelli@metropoletpm.fr

Objet des documents	Visa du Responsable de Service Michel MANDELLI	Visa du Directeur Claire HUMMEL
Maire de La Crau, Christian SIMON - Accord Rétrocession Parcelle Cadastrée Section AP n°634 - Antenne relais Déchetterie La Crau		<i>PO CHummel</i> 

Pour le Président,
Par délégation,

Claude WEISSE

Directeur Général Adjoint des Services
Métropole Toulon Provence Méditerranée

Direction Générale des Finances Publiques

Le 17/07/2024

Direction régionale / départementale des Finances Publiques Du Var

Pôle d'évaluation domaniale de Toulon

Place BESAGNE CS 91409
83 000 TOULON

Courriel : DDFIP83.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Emmanuel HUERTAS

Courriel : emmanuel.huertas@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone : 06 21 78 81 28

Réf DS : 1878 1171

Réf OSE : 2024-83047- 50415

Le Directeur départemental des Finances
publiques du VAR

à

**METROPOLE TOULON PROVENCE COTE
D'AZUR**

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE / VALEUR LOCATIVE

[La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr](https://collectivites-locales.gouv.fr)



Nature du bien :

Détachement de parcelle supportant une antenne relais SFR

Adresse du bien :

Chemin de l'Estagnol , 83 260 LA CRAU

Valeur vénale:

79 000 € HT

(des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

1 - CONSULTANT

METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

affaire suivie par : Julie SOULE

jsoule@metropletpm.fr 04 23 26 15 39

2 - DATES

de consultation :	03/07/2024
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	
du dossier complet :	17/07/2024

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	<input checked="" type="checkbox"/>
Acquisition :	amiable <input type="checkbox"/> par voie de préemption <input type="checkbox"/> par voie d'expropriation <input type="checkbox"/>
Prise à bail :	<input type="checkbox"/>
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	<input checked="" type="checkbox"/>
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016 ¹ :	<input type="checkbox"/>
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	<input type="checkbox"/>

3.3. Projet et prix envisagé

Cession envisagée d'une partie d'un terrain supportant la déchetterie de la Crau et une antenne relais (la partie concernée par la demande d'évaluation ne concerne que l'antenne relais)

¹ Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

La Crau est une commune française située dans le département du Var, en région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

A l'Est de Toulon, elle fait partie de la métropole Toulon Provence Méditerranée qui, avec ses 450 000 habitants, constitue la 3^e métropole de la région.

Commune historiquement agricole, elle voit sa population augmenter à partir des années 80 pour atteindre aujourd'hui les 19 000 habitants.

La commune bénéficie d'une bonne accessibilité (autoroute, gare, réseau de bus mistral), et d'équipements publics (crèche, écoles, collèges).

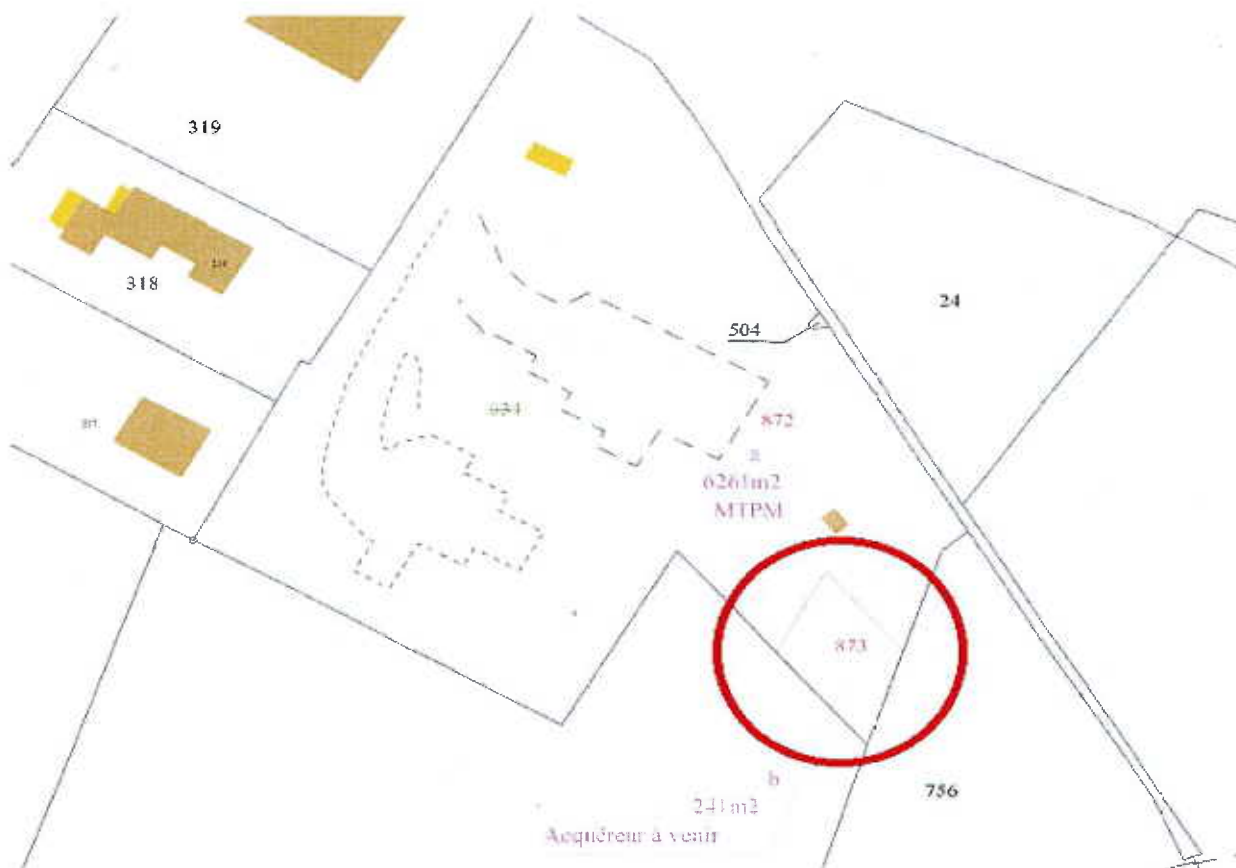
4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

En bordure d'autoroute, et à la sortie de LA MOUTONNE, proche de la zone de GAVARY, la parcelle AP 634 abrite la déchetterie de la Crau : une parcelle de moindre importance en est détachée (AP 873), supportant une antenne relais SFR.

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie	Nature réelle
LA CRAU	AP 873	Chemin de l'Estagnol	241 m ²	Emprise supportant une antenne relais

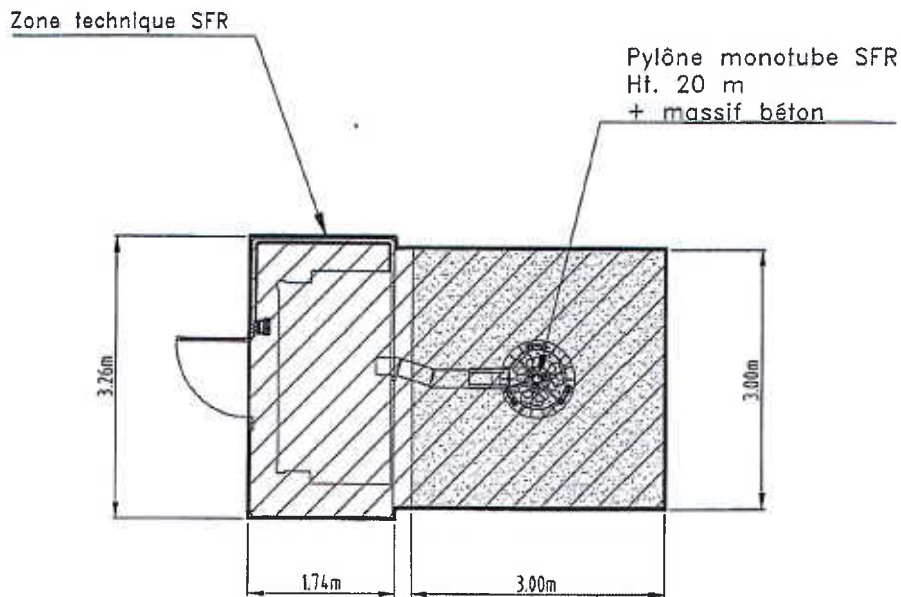


4.4. Descriptif

Parcelle plane de forme quasi rectangulaire sur laquelle est implantée une antenne relais téléphonique, excentrée de la partie principale de la parcelle mère.

la parcelle AP 634 correspond à un vaste terrain de configuration irrégulière supportant la déchetterie.

L'emprise à céder, de forme quasi rectangulaire correspond à une fraction de cette parcelle en nature de terrain nu, emprise encombrée d'une antenne relais de téléphonie appartenant à l'opérateur SFR.



L'occupation de cette parcelle pour implantation de l'antenne fait l'objet d'une convention initialement contractée le 18/10/2011 entre l'opérateur SFR et la commune de La Crau, comprenant un loyer annuel de 7 300 € NET toutes charges locatives incluses, loyer révisé de 2 % par an à l'expiration de chaque période annuelle :

ARTICLE 1 : MISE A DISPOSITION

Le PROPRIETAIRE donne en location à SFR des emplacements d'une surface de 16(seize) m² environ, situé dans les emprises du terrain sis chemin de l'Estagnol à LA CRAU (83260), références cadastrales N° 634 section AP, selon le plan ci-après annexé (Annexe 1).

Ces emplacements sont destinés à accueillir des installations de télécommunications et composées des équipements techniques suivants :

- un pylône d'une hauteur de 20 (vingt) mètres environ, supportant divers dispositifs d'antennes d'émission-réception et faisceaux hertziens ;
- un local technique et / ou des armoires techniques (et le cas échéant des dispositifs de climatisation).

Le PROPRIETAIRE autorise SFR à raccorder entre eux par câbles les équipements susvisés ainsi qu'à raccorder le local technique (ou les armoires techniques), notamment aux réseaux d'énergie et de télécommunications.

SFR versera d'avance au PROPRIÉTAIRE, et par virement bancaire, un loyer annuel d'un montant de 7 300 €. Nets. (Sept mille trois cent Euros Nets), toutes charges locatives incluses.

Les paiements seront effectués dans les trente jours suivant la réception de ladite facture, le premier d'entre eux, compte tenu du délai d'obtention des autorisations administratives, interviendra soixante jours à compter de la date de prise d'effet des présentes.

- 2) Le loyer visé ci-dessus augmentera de deux pour cents (2 %) par an pendant toute la durée des présentes. L'augmentation s'appliquera à l'expiration de chaque période annuelle, à la date anniversaire de la prise d'effet des présentes.

Le 06/12/20219 un avenant prévoit la substitution de la SAS HIVORY à la société SFR, et modification de la durée de la convention pour une période de NEUF ans tacitement reconductible.

4.5. Surfaces du bâti

16 m² selon les termes de la convention

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Métropole Toulon Provence Méditerranée

6 - URBANISME

PLU de La Crau du 30/09/2001

Parcelle en zone UZa : Secteur correspondant à une dominante artisanale

7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

Le bien a été estimé selon la méthode par comparaison au regard de l'existence d'un marché immobilier local avec des biens comparables au bien à évaluer. Cette méthode a été confortée par celle dite par la rentabilité qui consiste à appliquer au revenu de l'immeuble productif de revenus, un coefficient de capitalisation tiré de l'observation du marché.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

8.1.1. Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

- Terrains à bâtir

Périmètre de recherche

Adresse à la référence cadastrale : 83 047 / 000 AP 0634

Périmètre géographique : 3000 m autour

Période de recherche

De 01/2021 à 01/2024

Caractéristiques du bien

Non bâti

Surface du terrain : de 100 à 400 m²

Ref. enregistrement	Ref. Cadastres	Adresse	Date mutation	Surface terrain (m ²)	Prix total	Prix/m ²
8304P04 2021P10149	47//AA/981//	96 RUE LOUIS AUGIAS	04/05/2021	309	200 000	647,25
8304P04 2022P06687	47//AH/500//	257 AV DE TOULON	23/02/2022	283	215 000	759,72
8304P04 2022P08213	47//AH/499//	257 AV DE TOULON	09/03/2022	283	220 000	777,39
8304P04 2022P08624	47//AH/502//	257 AV DE TOULON	15/03/2022	307	220 000	716,61
8304P04 2022P10647	69//AM/280//	L AUFRENE	19/04/2022	346	200 000	578,03
8304P04 2022P13711	47//AH/503//	257 AV DE TOULON	10/05/2022	266	205 000	770,68
8304P04 2022P14073	47//AH/504//	257 AV DE TOULON	11/05/2022	364	225 000	618,13
8304P04 2022P15729	47//AA/648//	LES POURPRES	08/06/2022	395	171 000	432,91
8304P04 2022P18874	69//AM/324//	L AUFRENE	17/06/2022	400	200 000	500
8304P04 2023P09397	47//AA/999//	425 CHE DES ALOUETTES	17/04/2023	329	183 888	558,93
8304P04 2023P10984	47//AA/1003//	425 CHE DES ALOUETTES	09/05/2023	347	220 000	634,01
8304P04 2023P20515	47//AA/1000//	425 CHE DES ALOUETTES	06/09/2023	326	205 000	628,83
8304P04 2023P23302	47//AA/1001//	425 CHE DES ALOUETTES	10/10/2023	275	230 000	836,36
8304P04 2024P00186	69//AD/125//60	MAUREL SEPTENTRIONAL	18/12/2023	352	228 000	647,73
8304P04 2024P01820	47//AA/1002//	425 CHE DES ALOUETTES	08/01/2024	275	235 000	854,55
					Moyenne	664
					Médiane	647

Méthode par la rentabilité locative

La convention signée en 2011 indique un loyer initial de 7 300 € net révisable chaque année de 2 %.

Ainsi, le loyer actualisé pour 2024 s'élève à : **9 443 € / an**

2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
7 300 €	7 446 €	7 595 €	7 747 €	7 902 €	8 060 €	8 221 €
2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
8 385 €	8 553 €	8 724 €	8 899 €	9 077 €	9 258 €	9 443 €

Ce niveau de loyer peut sembler élevé mais il est pertinent au regard du marché local pour ce type de bien (usuellement compris entre 5 000 €/an et 15 000 €/an selon accessibilité, situation, opérateur...)

Il convient d'appliquer un taux de rentabilité de l'ordre de 12 % (justifié par le caractère sommaire des installations/aménagements)

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenu

- Méthode par comparaison :

En l'absence de termes de comparaisons exactement similaires concernant des terrains en zone Uza , de constructibilité limitée, la valeur de 647 € / m² sera retenue, avec application d'un abattement de 70 % , soit une valeur vénale estimée à :

$$(647 \text{ €} \times 0,3) \times 241 \text{ m}^2 = 46\,778 \text{ €} \text{ arrondie à } 47\,000 \text{ €}$$

- Méthode par la rentabilité locative :

Avec un loyer retenu de 9 443 € et un taux de rendement de 12 % , la valeur vénale est ainsi estimée à :

$$9\,443 \text{ €} / 0,12 = 78\,692 \text{ €} \text{ € arrondie à } 79\,000 \text{ €}$$

Cette dernière méthode sera privilégiée car elle tient compte de la valorisation du bien par le bail en cours, soit une valeur finale retenue de 79 000 €.

9- DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **79 000 €**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % à la discrétion du consultant.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 12 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur Départemental des Finances
Publiques et par délégation,



Emmanuel HUERTAS
Inspecteur des Finances Publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

**CONVENTION
POUR L'INSTALLATION D'UN RELAIS DE RADIOTÉLÉPHONIE
SUR UN TERRAIN**

Entre les soussignés :

- 1) **LA COMMUNE DE LA CRAU**, sise en l'Hôtel de Ville boulevard de la République à LA CRAU (83260), représentée par Monsieur Christian SIMON, agissant aux présentes en qualité de Maire, dûment habilité aux fins de signature des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 13 Avril 2011,

En accord entre les parties, les
présentes reliées par ASSEMBLACT
empêchant toute substitution ou
addition, sont seulement signées à
et : la dernière page.

ci-après dénommée "LE PROPRIÉTAIRE"
d'une part,

- 2) La **SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU RADIOTÉLÉPHONE**, Société Anonyme au capital de 1 344 179 357,40 €, inscrite sous le numéro 403 106 537 RCS Paris, dont le siège social est 42 avenue de Friedland à PARIS (75008), représentée par Sophie COMBETTES, agissant aux présentes en qualité de Directrice Production DO SUD, domicilié 452 cours du 3^{ème} Millénaire, Parc Technologique de Lyon 69800 ST PRIEST, dûment habilité aux fins de signature des présentes. »

ci-après dénommée " SFR "
d'autre part,

ci-après dénommées ensemble « les Parties »

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIV

SFR exploite des réseaux de télécommunications sur le territoire français.

Pour les besoins de l'exploitation de ses réseaux, actuels et futurs, SFR doit procéder à l'installation de dispositifs d'antennes et d'équipements techniques reliés à des réseaux de télécommunications.

Quant à elle la COMMUNE DE LA CRAU est propriétaire d'un terrain situé chemin de l'Estagnol à LA CRAU (83260) cadastré numéro 634, section AP, susceptible de servir de site d'émission-réception.

Aussi, après en avoir conjointement étudié la faisabilité technique, les parties ont-elles convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : MISE A DISPOSITION

Le PROPRIETAIRE donne en location à SFR des emplacements d'une surface de 16(seize) m² environ, situé dans les emprises du terrain sis chemin de l'Estagnol à LA CRAU (83260), références cadastrales N° 634 section AP, selon le plan ci-après annexé (Annexe 1).

Ces emplacements sont destinés à accueillir des installations de télécommunications et composées des équipements techniques suivants :

- un pylône d'une hauteur de 20 (vingt) mètres environ, supportant divers dispositifs d'antennes d'émission-réception et faisceaux hertziens ;
- un local technique et / ou des armoires techniques (et le cas échéant des dispositifs de climatisation).

Le PROPRIETAIRE autorise SFR à raccorder entre eux par câbles les équipements susvisés ainsi qu'à raccorder le local technique (ou les armoires techniques), notamment aux réseaux d'énergie et de télécommunications.

ARTICLE 2 : DESTINATION DE L'EMPLACEMENT MIS A DISPOSITION

Les emplacements visés ci-dessus sont strictement destinés à un usage technique et ne pourront être utilisés en bureau, stockage de marchandises, ou réception de clientèle quelconque. En conséquence, la présente convention n'est pas soumise aux dispositions des articles L 145-1 et suivants du code de commerce et ne pourra donner lieu à la propriété commerciale pour SFR.

ARTICLE 3 : GARANTIE DE JOUISSANCE DES LIEUX LOUES

Le PROPRIETAIRE déclare que les emplacements visés en Annexe 1 sont actuellement libres de toute location ou occupation, et qu'il en sera de même le jour de la prise de possession effective des lieux loués.

ARTICLE 4 : DURÉE

La présente convention est conclue pour une durée de NEUF (9) années qui prendra effet le premier (1^{er}) jour du mois suivant sa date de signature par les parties.

Au terme, les deux parties auront la possibilité de résilier la convention et devront l'adresser à l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception respectant un préavis de dix huit (18) mois au moins avant chaque échéance.

En cas de retrait ou de non renouvellement de l'une des autorisations ministérielles de SFR, de recours d'un tiers (ce quelle que soit la forme du recours), ou en cas de survenance de toutes raisons techniques impératives pour SFR - notamment l'évolution de l'architecture de l'un de ses réseaux - , la présente convention pourra être résiliée par SFR à tout moment, à charge pour elle de prévenir LE PROPRIETAIRE par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois à l'avance.

Dans cette hypothèse, SFR abandonnera au PROPRIETAIRE, à titre d'indemnité forfaitaire et définitive, le solde du loyer déjà versé au titre de l'annuité considérée.

SFR fera son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives nécessaires. En cas de non-obtention desdites autorisations, la présente convention serait résolue de plein droit sans indemnité.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITE - ASSURANCES

1) Assurances

SFR sera tenue de contracter auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances, une ou plusieurs polices d'assurances garantissant les risques d'incendie, dégâts des eaux et responsabilité civile en général.

Dans le cas où l'installation technique de SFR entraînerait une augmentation de la tarification des assurances souscrites par le PROPRIETAIRE pour garantir sa parcelle, SFR lui remboursera, sur justificatifs de la compagnie d'assurances, le montant supplémentaire de la prime.

2) Responsabilité en cours d'installation

SFR devra procéder à l'installation des équipements techniques, des dispositifs d'antennes et des câbles de raccordement en respectant strictement les normes techniques, les règles de l'art, et les règles relatives à l'hygiène et à la sécurité. Elle fera appel pour cela à un cabinet ou à une ou plusieurs sociétés spécialisées dûment qualifiées, le tout, à ses frais exclusifs.

ARTICLE 6 : ENVIRONNEMENT LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Pendant toute la durée de la convention, SFR s'assurera que le fonctionnement de ses équipements techniques soit toujours conforme à la réglementation applicable notamment en matière de santé publique. En cas d'évolution de ladite réglementation, et d'impossibilité pour SFR de s'y conformer dans les délais légaux, SFR suspendra les émissions des équipements concernés jusqu'à leur mise en conformité, ou pourra résilier de plein droit la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception sans préavis ni indemnité.

Le PROPRIETAIRE reconnaît avoir reçu, préalablement à la signature de la présente convention, la fiche d'information « Antennes-relais et Santé » jointe en annexe.

Conformément aux dispositions de l'article L 125-5 du Code de l'Environnement, un état des risques naturels et technologiques est, le cas échéant, fourni à SFR à partir des informations préfectorales et annexé aux présentes.

ARTICLE 7 : OPPOSABILITE A L'ACQUEREUR DE LA PARCELLE

La présente convention sera opposable aux acquéreurs éventuels de la parcelle conformément aux dispositions de l'article 1743 du Code Civil ; le PROPRIETAIRE devra rappeler l'existence de la présente convention à tout acquéreur éventuel.

ARTICLE 8 : ENTRETIEN - REPARATIONS

1) Sur la parcelle

SFR s'engage à maintenir les lieux mis à disposition en bon état d'entretien pendant toute la durée des présentes.

En fin de contrat, quelle qu'en soit la cause, SFR ne reprendra pas les éléments non détachables (améliorations et installations) qu'elle aurait incorporés à la parcelle, à moins que le PROPRIETAIRE ne préfère lui demander le rétablissement des lieux mis à disposition en l'état primitif.

2) Sur l'installation technique

SFR devra entretenir son installation technique dans les règles de l'art, à ses frais et sous sa seule responsabilité, de manière à ce qu'aucun trouble de jouissance ne soit apporté au propriétaire de la parcelle (réception des émissions radiotélévisées).

Le PROPRIETAIRE, ou toute personne agissant pour son compte, contactera SFR avant toute intervention à proximité des installations techniques. SFR indiquera les consignes particulières à respecter relatives aux installations en place.

ARTICLE 9 : ACCES

SFR et toutes personnes intervenant pour son compte auront en tous temps libre accès à leurs installations tant pour les besoins de l'implantation du matériel que pour ceux de leur maintenance et entretien.

ARTICLE 10 : AUTRES INSTALLATIONS TECHNIQUES

1) Dans l'hypothèse où des antennes d'émission réception seraient déjà installées dans l'emprise de la parcelle, SFR s'engage, avant d'installer ses équipements, à réaliser, à sa charge financière, les études de compatibilité avec lesdits équipements ainsi que leur éventuelle mise en compatibilité. Si la mise en compatibilité s'avère impossible à réaliser, la convention sera résolue de plein droit.

Après en avoir avisé SFR, le PROPRIETAIRE aura la possibilité d'installer et /ou laisser installer à proximité des lieux loués visés en Annexe 1 toutes antennes qu'il jugera utiles.

Néanmoins, le PROPRIETAIRE s'engage, avant d'autoriser tout nouvel arrivant à installer ses équipements techniques dans l'emprise de la parcelle, à ce que soient réalisées, à la charge financière du nouvel arrivant, des études de compatibilité avec les Installations de télécommunication de SFR, et leur éventuelle mise en compatibilité. Si cette mise en compatibilité s'avère impossible à réaliser, les équipements techniques projetés par le nouvel arrivant ne pourront être installés.

2) SFR pourra procéder aux modifications et / ou extensions qu'elle jugera utiles sur ses installations de télécommunications en fonction de ses besoins d'ingénierie dans la limite des lieux loués déterminés en Annexe 1. Cette disposition constitue une stipulation essentielle sans laquelle SFR n'aurait pas contracté.

SFR est autorisée à sous louer les lieux mis à sa disposition au titre de la présente convention à toute entité appartenant ou non au groupe de sociétés auquel SFR appartient. Après en avoir avisé le PROPRIETAIRE, SFR pourra céder la présente convention.

ARTICLE 11 : LOYER – INDEXATION

1) Le PROPRIETAIRE présentera une facture référencée / N°G2R 831778, faisant apparaître la TVA, si le PROPRIETAIRE y est assujetti, et qui sera adressée à :

SFR
Rive Défense
Service comptabilité GLS
5 rue Noel Pons - TSA 71570

92739 NANTERRE Cedex

La première d'entre elles sera accompagnée d'un Relevé d'Identité Bancaire et indiquera le numéro d'identifiant T.V.A. du PROPRIÉTAIRE, dans l'hypothèse où ce dernier y est assujéti.

SFR versera d'avance au PROPRIÉTAIRE, et par virement bancaire, un loyer annuel d'un montant de 7 300 €. Nets. (Sept mille trois cent Euros Nets), toutes charges locatives incluses.

Les paiements seront effectués dans les trente jours suivant la réception de ladite facture, le premier d'entre eux, compte tenu du délai d'obtention des autorisations administratives, interviendra soixante jours à compter de la date de prise d'effet des présentes.

- 2) Le loyer visé ci-dessus augmentera de deux pour cents (2 %) par an pendant toute la durée des présentes. L'augmentation s'appliquera à l'expiration de chaque période annuelle, à la date anniversaire de la prise d'effet des présentes.

ARTICLE 12 : RACCORDEMENTS EN FLUIDES

SFR souscrira en son nom propre les abonnements inhérents aux raccordements de sa station.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les Parties s'engagent à considérer comme confidentiels la présente convention, ses annexes et tous autres documents, informations et données, quel qu'en soit le support, que les Parties ont eu à échanger au préalable de la conclusion ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention. En conséquence, elles s'interdisent de les communiquer ou de les divulguer à des tiers pour quelque raison que ce soit, sans l'accord préalable écrit de la Partie concernée.

Les données collectées dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique. Elles sont utilisées par SFR pour la gestion de son patrimoine.

Conformément aux dispositions de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004, le PROPRIÉTAIRE dispose d'un droit d'accès ainsi que d'un droit d'information complémentaire, de rectification et, le cas échéant, d'opposition sur les données le concernant.

Il peut s'opposer à tout moment à leur communication à des tiers. Il peut exercer ses droits en envoyant un courrier mentionnant ses nom, prénom, numéro de site, et en y joignant une copie de sa pièce d'identité à l'adresse de facturation mentionnée dans la présente convention.

Fait à LA CRAU,

Le 18/10/2011

En QUATRE exemplaires originaux, dont 2 remis à SFR

De 9 pages chacun.

POUR "LE PROPRIÉTAIRE"

Monsieur Christian SIMON



POUR "SFR"

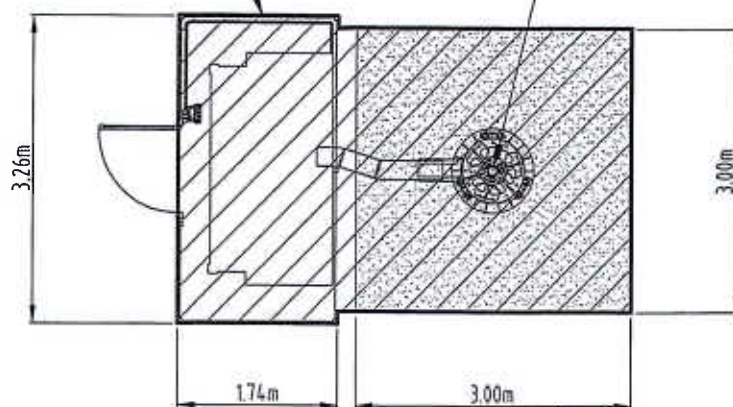
Madame Sophie COMBETTES
Directrice Production DO SUD

ANNEXE 1:
PLAN DES SURFACES LOUEES



Zone technique SFR

Pylône monotube SFR
Ht. 20 m
+ massif béton



SURFACE LOUE : ENVIRON 16m²

NGF
au sol
37.00m

ECH=1/75

0 1 2 3 4m

SFR

PLAN DES SURFACES LOUES

DOSSIER

DPR

ECHELLE

1/75

LA CRAU MOUTONNE 2

DATE

28/06/2011

SNEF

N° G2R DU SITE

N° DE PLAN

INDICE

FOLIO

FICHER

831778_2.4_plan_280611

831778

2-4

A

1/1

DESSINATEUR

M.PA

CE DOCUMENT EST LA PROPRIÉTÉ SFR. IL NE PEUT ÊTRE COMMUNIQUÉ OU REPRODUIT SANS AUTORISATION ÉCRITE.

ANNEXE 2 :

FICHE D'INFORMATION « ANTENNES-RELAIS ET SANTE »

Antennes-relais & Santé

Le développement de la téléphonie mobile, qui s'est accompagné d'un déploiement rapide des antennes-relais, a pu susciter dans la population des interrogations quant aux effets éventuels sur l'organisme d'une exposition prolongée aux rayonnements électromagnétiques. Cette fiche fait un point sur l'état de l'art de la recherche, la réglementation en vigueur et les engagements de SFR.

■ Le consensus scientifique

«Les ministres relèvent que l'analyse des études les plus récentes confirme [d'une part] que l'exposition du public aux champs électromagnétiques de radiofréquences due aux antennes relais de téléphonie mobile n'engendre pas de risques sanitaires identifiés pour la population riveraine.»
Communiqué de presse du Ministère de la Santé et des Sports, du Secrétariat d'État chargée de la Prospective et du Développement de l'économie numérique et du Secrétariat d'État chargée de l'Écologie, 15 octobre 2009

■ La réglementation

	E En V/m	H En A/m	Densité de puissance En W/m²
GSM 900 / UMTS 900 (900 MHz)	41	0,110	4,5
GSM 1800 (1800 MHz)	58	0,155	9
UMTS (2000 MHz)	61	0,16	10
WIMAX (3400-3800MHz)	61	0,16	10

Limites d'exposition pour le public

■ **Limites d'exposition** du public aux champs électromagnétiques : décret N° 2002-775 du 3 mai 2002, transpose en droit français la Recommandation du Conseil Européen du 12 juillet 1999, elle-même basée sur les seuils publiés par la Commission Internationale de Protection contre les Rayonnements Non-Ionisants (ICNIRP).

■ **Conformité aux limites d'exposition** : garantie par des règles précises d'installation, décrites dans la circulaire du 16 octobre 2001.

■ Le guide technique informatif de l'Agence Nationale des Fréquences (ANFR) «Modélisation des sites radioélectriques et des périmètres de sécurité pour le public», du 22/02/2008, complète la circulaire du 16 oct. 2001 sur les règles d'installation.

■ La mesure des niveaux d'exposition



■ **Une mesure de champ électromagnétique peut être réalisée à la demande.** Elle doit être effectuée selon le protocole de l'ANFR par des organismes indépendants, accrédités COFRAC (Comités Français d'Accréditation), comme cela est stipulé dans le Guide des relations entre opérateurs et communes (voir ci-dessous). Lorsque la mesure est demandée par un maire, l'opérateur met le maire en relation avec un organisme indépendant et accrédité COFRAC. Le maire peut ainsi décider seul du lieu, de la date et de l'heure de la mesure.

■ **Information sur l'environnement radioélectrique** sur le site Cartoradio de l'ANFR (www.anfr.fr)

■ Les engagements de SFR

Outre le respect de la réglementation en vigueur,

■ **Concertation et Information** ⁽¹⁾

→ 1301 réunions publiques

■ **Contrôles des niveaux d'exposition** ⁽¹⁾

→ 4412 mesures

→ 100% des mesures conformes à la réglementation

⁽¹⁾Données cumulées de 2002 à 2009

⁽²⁾Partenariat signé en avril 2004 et renouvelé en octobre 2007

⁽³⁾AMF pour Association des Maires de France

⁽⁴⁾AFOM pour Association Française des Opérateurs Mobiles

→ Le Guide⁽²⁾ des relations entre opérateurs et communes signé par l'AMF⁽³⁾ et l'AFOM⁽⁴⁾

Le cadre pour une installation concertée des antennes-relais à travers 4 engagements :

1. Concertation avec les maires
2. Information des riverains
3. Contrôle des niveaux d'exposition
4. Intégration paysagère



Vous trouverez, sur le site <http://www.sfr.com/responsabilite/sante>, des recommandations et un descriptif de l'ensemble des actions mises en œuvre par SFR pour veiller à votre santé, votre sécurité et votre environnement.



Hivory

SITE : LA CRAU N°G2R 831778

01/2019

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DU 18/10/2011

Entre les soussignées :

1) **La Commune de LA CRAU**, sise en l'Hôtel de Ville Bd De La République à LA CRAU (83260), représentée par Mr Christian SIMON, agissant aux présentes en qualité de Maire, dûment habilité aux fins de signature des présentes par délibération du Conseil Municipal,

Ci-après dénommée "LE PROPRIÉTAIRE"
D'une part,

et :

2) **HIVORY SAS**, société par actions simplifiée, au capital de 35.343.347,21 euros, dont le siège social se situe 124 boulevard de Verdun (92400) COURBEVOIE et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 838 867 323, Représentée par Madame Sandrine GARCIA agissant en qualité de Responsable Des Relations Et Du Développement Patrimoine, dûment habilitée aux fins de signature des présentes,

et ci-après dénommée « **LE PRENEUR** ».

D'autre part,

Ci-après dénommées ensemble « les Parties »

IL EST RAPPELE CE QUI SUI

Par une convention en date du 18-10-2011 SFR et LA COMMUNE DE LA CRAU ont conclu une convention de mise à disposition d'une parcelle de terrain ci-dessous décrit.

Les Parties prennent acte de ce que le 30 novembre 2018, SFR a apporté à la société HIVORY SAS son parc d'infrastructures passives d'antennes de réseau mobile national et des titres immobiliers, baux et conventions d'occupation attachés.

La société HIVORY SAS a pour activité le déploiement, l'exploitation et la commercialisation d'infrastructures passives de réseaux de télécommunications. Elle bénéficie d'un savoir particulier dans la commercialisation aux Opérateurs de services d'accueil de dispositifs antennaires et la gestion des interfaces opérationnels avec les Opérateurs.

Quant à elle, la COMMUNE DE LA CRAU est propriétaire d'un terrain situé Chemin de L'Estagnol à LA CRAU cadastré numéro 634 section AP, susceptible de servir de site d'émission-réception.

La COMMUNE DE LA CRAU et LE PRENEUR souhaitant procéder à la modification des dispositions de la convention susmentionnée, les parties se sont rapprochées et sont convenues ce qui suit :

Article 1^{er} – Objet de l'avenant

Par le présent avenant, les Parties modifie la durée de la Convention afin de prolonger la durée d'occupation par le PRENEUR des Lieux Loués dans les emprises du terrain situé Chemin de L'Estagnol à LA CRAU (83260) sur la parcelle cadastrée numéro 634, section AP, dans les conditions définies ci-après.

Article 2 – Modification de l'Article 4 « Durée »

L'article 4 « Durée » de la convention du 18/10/2011 est modifié comme suit :

La présente convention est conclue pour une durée de NEUF (9) années qui prendra effet le premier (1^{er}) jour du mois suivant sa date de signature par les Parties.

Elle sera ensuite tacitement reconduite par périodes successives de NEUF (9) années, sauf résiliation de l'une des Parties adressée à l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception respectant un préavis de VINGT QUATRE (24) mois au moins avant chaque échéance.

La présente convention pourra être résiliée par le PRENEUR à tout moment, à charge pour lui de prévenir LE PROPRIÉTAIRE par lettre recommandée avec accusé de réception au moins TROIS (3) mois à l'avance, dans les cas suivants :

- en cas de retrait ou de non renouvellement de l'une des autorisations ministérielles du ou des Opérateur(s) occupant(s),
- en cas de résiliation des contrats de services conclus entre le PRENEUR et tous les Opérateur(s) occupant(s) dont les Equipements Techniques sont installés sur les Lieux Loués,
- en cas de survenance de toutes raisons techniques impératives pour le PRENEUR - notamment l'évolution de l'architecture de ses Infrastructures.

Dans ces hypothèses, le PRENEUR abandonnera au PROPRIÉTAIRE, à titre d'indemnité forfaitaire et définitive, le solde du loyer déjà versé au titre de l'annuité considérée.

Le PRENEUR fera son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives nécessaires. En cas de non-obtention desdites autorisations, la présente convention serait résolue de plein droit sans indemnité.

Article 3 – Facturation

Le PROPRIÉTAIRE adressera toutes correspondances liées au loyer avec la mention / N°G2R 831778 à l'adresse mail suivante :

baillieur@hivory.fr

ou à défaut à l'adresse suivante :

**HIVORY SAS
Service comptabilité
124 boulevard de Verdun
92400 COURBEVOIE**

Les paiements seront effectués dans les quarante-cinq (45) jours suivant la réception *dudit titre*, le premier d'entre eux, compte tenu du délai d'obtention des autorisations administratives, interviendra soixante (60) jours à compter de la date de prise d'effet des présentes.

Article 4 - Entrée en vigueur de l'avenant

Le présent avenant entrera en vigueur le 01/11/2019.

Article 5 - Autres dispositions de la convention

Les autres dispositions de la Convention du 18/10/2011 sont inchangées.

Article 6 : Confidentialité

Les Parties s'engagent à considérer comme confidentiels la présente convention, ses annexes et tous autres documents, informations et données, quel qu'en soit le support, que les Parties ont eu à échanger au préalable de la conclusion ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention. En conséquence, elles s'interdisent de les communiquer ou de les divulguer à des tiers pour quelque raison que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de la Partie concernée.

Le présent engagement est pris pour une période égale à la durée du présent bail et de ses reconductions ou renouvellement éventuels, augmentée de deux (2) ans à compter de la fin dudit bail quelle qu'en soit la cause.

Les données collectées dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique. Elles sont utilisées par LE PRENEUR pour la gestion de son patrimoine.

Fait à LA CRAL
Le 06-12-2019
En DEUX exemplaires originaux,

POUR "LE PROPRIÉTAIRE"

le maître

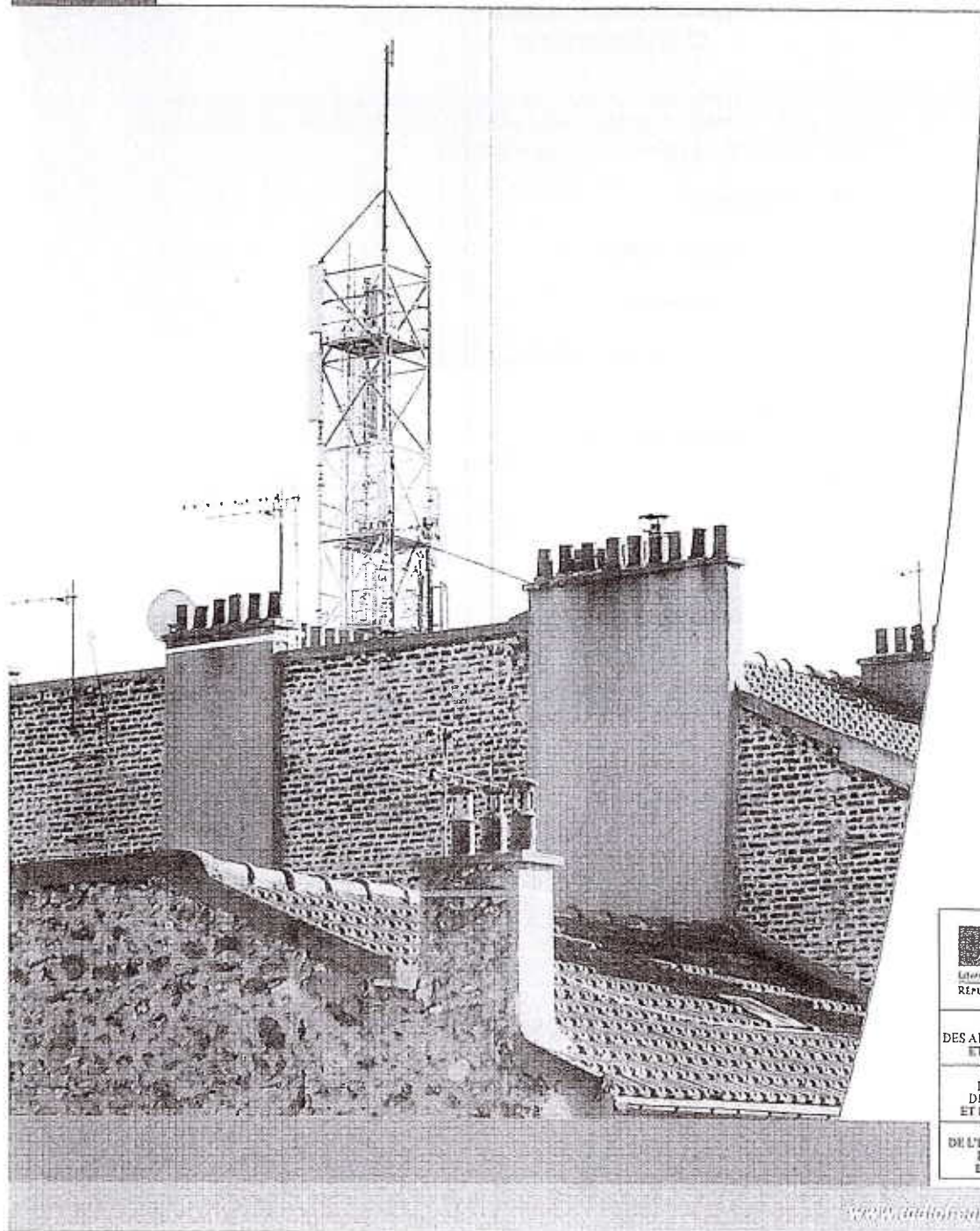
C. SIMON



POUR "LE PRENEUR"

Janvier 2017

Antennes-relais de téléphonie **mobile**



MINISTÈRE
DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA SANTÉ

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DE L'INDUSTRIE
ET DU NUMÉRIQUE

MINISTÈRE
DE L'ENVIRONNEMENT
DE L'ÉNERGIE
ET DE LA MER

La téléphonie mobile est aujourd'hui une technologie de communication très courante dans le monde. En France, environ 92% de la population utilise des téléphones mobiles.

Pour établir les communications, un réseau d'antennes-relais est installé sur tout le territoire.

Ce réseau est en constante évolution pour s'adapter aux besoins des utilisateurs. En effet, si depuis l'origine la téléphonie mobile permet de transmettre de la voix et des textes courts SMS (antennes-relais 2G de 2^e génération ou 2G), aujourd'hui beaucoup d'autres usages se développent comme les MMS vidéo, l'accès à internet, la télévision, ... (antennes-relais de 3^e et 4^e génération 3G et 4G).

QUE SAIT-ON DES EFFETS SANITAIRES LIÉS AUX ANTENNES-RELAIS ?

Que disent les experts ?

Il est établi qu'une exposition aiguë de forte intensité aux champs électromagnétiques radiofréquences peut provoquer des effets thermiques, c'est-à-dire une augmentation de la température des tissus. C'est pour empêcher l'apparition de ces effets thermiques que des valeurs limites d'exposition ont été élaborées.

Des interrogations subsistent sur d'éventuels effets à long terme pour des utilisateurs intensifs de téléphones mobiles, dont l'usage conduit à des niveaux d'exposition très nettement supérieurs à ceux qui sont constatés à proximité des antennes-relais. C'est la raison pour laquelle les champs électromagnétiques radiofréquences ont été classés, en mai 2011, par le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) en « peut-être cancérigène », en raison d'un nombre très limité de données suggérant un effet

Chiffres clés

• Fréquences :

GSM (2G) : 900 MHz et 1800 MHz

UMTS (3G) : 900 MHz et 2100 MHz

LTE (4G) : 700 MHz, 800 MHz, 1800 MHz et 2600 MHz

• Puissances : 1 Watt à quelques dizaines de Watts

• Portées : 1 à 10 km

Recherche

Afin d'améliorer les connaissances sur les effets sanitaires des radiofréquences, l'Anses a été dotée par l'État d'un fonds de 2 M€ par an, alimenté par une imposition additionnelle sur les opérateurs de téléphonie mobile

cancérigène chez l'homme et de résultats insuffisants chez l'animal de laboratoire, rejoignant en cela l'avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), publié en 2009 et mis à jour en 2013.

Les conclusions de l'évaluation des risques ne mettent pas en évidence d'effets sanitaires avérés.

Certaines publications évoquent néanmoins une possible augmentation du risque de tumeur cérébrale, sur le long terme, pour les utilisateurs intensifs de téléphones portables. Les conclusions de l'expertise sont donc en cohérence avec le classement proposé par le CIRC. Par ailleurs, l'expertise

fait apparaître, avec des niveaux de preuve limités, différents effets biologiques chez l'Homme ou chez l'animal : ils peuvent concerner le sommeil, la fertilité mâle ou encore les performances cognitives. Des effets biologiques, correspondant à des changements généralement réversibles dans le fonctionnement interne de l'organisme, peuvent ainsi être observés. Néanmoins, les experts de l'Agence n'ont pu établir un lien **de causalité entre les effets biologiques décrits** sur des modèles cellulaires, animaux ou chez l'Homme et d'éventuels effets sanitaires qui en résulteraient.

Compte tenu de ces éléments, il n'apparaît pas fondé, sur une base sanitaire, de proposer de nouvelles valeurs limites d'exposition pour la population générale.

PEUT-ON ÊTRE HYPERSENSIBLE AUX CHAMPS ÉLECTROMAGNÉTIQUES ?

Ce terme est utilisé pour définir un ensemble de symptômes variés et non spécifiques à une pathologie particulière (maux de tête, nausées, rougeurs, picotements...) que certaines personnes attribuent à une exposition aux champs électromagnétiques. Toutefois, l'Anses indique qu'en l'état actuel des connaissances, « aucune preuve scientifique d'une relation de causalité entre l'exposi-

tion aux radiofréquences et l'hypermotilité électromagnétique n'a pu être apportée jusqu'à présent ».

Néanmoins, on ne peut ignorer les souffrances exprimées par les personnes concernées.

C'est pourquoi un protocole d'accueil et de prise en charge de ces patients a été élaboré en collaboration avec les équipes médicales de l'hôpital Cochin à Paris. Dans ce cadre, les personnes peuvent être reçues dans différents centres de consultation de pathologie professionnelle et environnementale (CCPP).

QUELLES SONT LES VALEURS LIMITES D'EXPOSITION ?

Les valeurs limites d'exposition du public **aux champs électromagnétiques émis** par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques sont fixées, en France, par le décret 2002-775 du 3 mai 2002 et permettent d'assurer une protection contre les effets établis des champs électromagnétiques radiofréquences. À l'image de la grande majorité des pays membres de l'Union européenne, celles-ci sont issues de la recommandation du Conseil de l'Union européenne 1999/519/CE du 12 juillet 1999 relative à l'exposition du public aux champs électromagnétiques et conformes aux recommandations de l'OMS (Organisation mondiale de la santé).

Valeurs limites d'exposition

- 2G : 41 à 58 V/m
- 3G : 41 à 61 V/m
- 4G : 36 à 61 V/m
- Radio : 28 V/m
- Télévision : 31 à 41 V/m

On mesure l'intensité du champ électrique en volts par mètre (V/m).

QUELLES SONT LES CONDITIONS D'IMPLANTATION ?

1) Obtention d'autorisations préalables au niveau national

➤ Préalablement au déploiement d'un réseau mobile, l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes

(ARCEP) délivre une autorisation individuelle d'utilisation des fréquences à l'opérateur. Ce dernier peut déployer son réseau en installant des antennes-relais.

☞ Tous les émetteurs d'une puissance de plus de 5 watts doivent obtenir une autorisation de l'Agence nationale des fréquences (ANFR) pour pouvoir émettre. Les émetteurs d'une puissance comprise entre 1 et 5 watts sont uniquement soumis à déclaration.

2) Information et concertation au niveau local

☞ Les exploitants d'antennes existantes sur une commune transmettent, à la demande du maire ou du président d'intercommunalité, un dossier établissant l'état des lieux des antennes concernées.

☞ Les exploitants de nouvelles antennes-relais informent par écrit le Maire ou le président de l'intercommunalité dès la phase de recherche d'implantation et lui transmettent un dossier d'information 2 mois avant le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme.

☞ Les exploitants d'antennes-relais qui souhaitent les modifier de façon substantielle et dont la modification serait susceptible d'avoir un impact sur le niveau de champs électromagnétiques émis doivent transmettre au maire ou au président d'intercommunalité un dossier d'information deux mois avant le début des travaux.

☞ Pour les installations radioélectriques ne nécessitant pas d'autorisation d'urbanisme (exemple : antennes implantées sur des pylônes existants d'opérateurs de communications électriques, de TDF ou de RTE), la transmission du dossier d'information a lieu au moins 2 mois avant le début de l'implantation de l'installation.

☞ À la demande du Maire, le dossier d'information peut contenir une simulation de

générée par l'installation selon les lignes directrices publiées par l'Agence nationale des fréquences.

☞ Le dossier d'information et la simulation d'exposition (lorsqu'elle a été demandée) sont mis à disposition des habitants de la commune concernée au plus tard 10 jours après leur communication au Maire. Les habitants ont ensuite 3 semaines pour formuler leurs observations lorsque le Maire ou le président de l'intercommunalité leur ont donné cette possibilité.

☞ Le Préfet peut, lorsqu'il estime qu'une médiation est requise, réunir une instance de concertation de sa propre initiative ou à la demande du Maire ou du président de l'intercommunalité.

3) Respect des règles d'urbanisme

Quelle que soit leur hauteur, les antennes émettrices ou réceptrices, installées sur le toit, la terrasse ou le long d'une construction existante, sont soumises à :

☞ déclaration préalable lorsque ni l'emprise au sol ni la surface de plancher n'excède 20 m² (article R.421-17 a) et f) du code de l'urbanisme) ;

☞ permis de construire au-delà de 20 m² d'emprise au sol ou de surface de plancher (article R. 421-14 a) du code de l'urbanisme) ;

Les antennes au sol constituent des constructions nouvelles et sont soumises, en application des articles R. 421-1, R. 421-2 et R. 421-9 du code de l'urbanisme, à

☞ déclaration préalable lorsque leur hauteur est inférieure ou égale à 12 m et que la surface de plancher ou l'emprise au sol est supérieure à 5 m² sans excéder 20 m² ;

☞ déclaration préalable lorsque leur hauteur est supérieure à 12 m et que ni la surface de

plancher ni l'emprise au sol n'excède 5 m² ;
99 permis de construire lorsque leur hauteur est supérieure à 12 m et que la surface de plancher ou l'emprise au sol est supérieure à 5 m² ; permis de construire, quelle que soit leur hauteur, lorsque l'emprise au sol ou la surface de plancher excède 20 m².

Ces obligations sont renforcées en site classé ou en instance de classement, dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable et dans les abords de monuments historiques.

Les installations qui ne sont soumises à aucune formalité (pas de modification de l'aspect extérieur d'un immeuble existant, moins de 12 mètres de hauteur, et local technique de moins de 5 m²) doivent néanmoins respecter les règles générales d'urbanisme et, le cas échéant, les règles du plan local d'urbanisme (article L. 421-8 du code de l'urbanisme).

QUI CONTRÔLE L'EXPOSITION DU PUBLIC ?

L'Agence nationale des fréquences (ANFR) est chargée du contrôle de l'exposition du public. Les résultats des mesures peuvent être consultés sur le site www.cartoradio.fr. Les organismes chargés des mesures sur le terrain doivent répondre à des exigences d'indépendance et de qualité : ils sont obligatoirement accrédités par le Comité français d'accréditation (COFRAC).

Toute personne peut faire réaliser gratuitement une mesure d'exposition tant dans des locaux d'habitations privés que dans des lieux accessibles au public (formulaire de demande sur le lien : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R35088>). Une telle demande doit être signée par un organisme habilité (collectivités territoriales,

associations agréées de protection de l'environnement, fédérations d'associations familiales...) avant d'être adressée à l'ANFR. Par ailleurs, l'ANFR a pour mission de préciser la définition des points atypiques, lieux dans lesquels le niveau d'exposition aux champs électromagnétiques dépasse substantiellement celui généralement observé à l'échelle nationale, puis de les recenser et vérifier leur traitement, sous réserve de faisabilité technique.

Commune :
LA CRAU (047)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 4527 A
Document vérifié et numéroté le 23/05/2024
A TOULON
Par Eric MARNAIS
GEOMETRE
Signé

TOULON
171 Avenue de Vert Coteau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous-jurés (3)
a été établi (1) :

- A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
- B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain ;
- C - D'après un plan d'arpentage ou bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le par géomètre à

Les propriétaires déclarés ont eu pris connaissance des informations portées
au dos de la feuille n° 6483.

A , le

Section : AP
Feuille(s) : 000 AP 01
Qualité du plan : P5 ou CP [40 cm]

Echelle d'origine : 1/2000
Echelle d'édition : 1/1000
Date de l'édition : 23/05/2024
Support numérique :

D'après le document d'arpentage
dressé

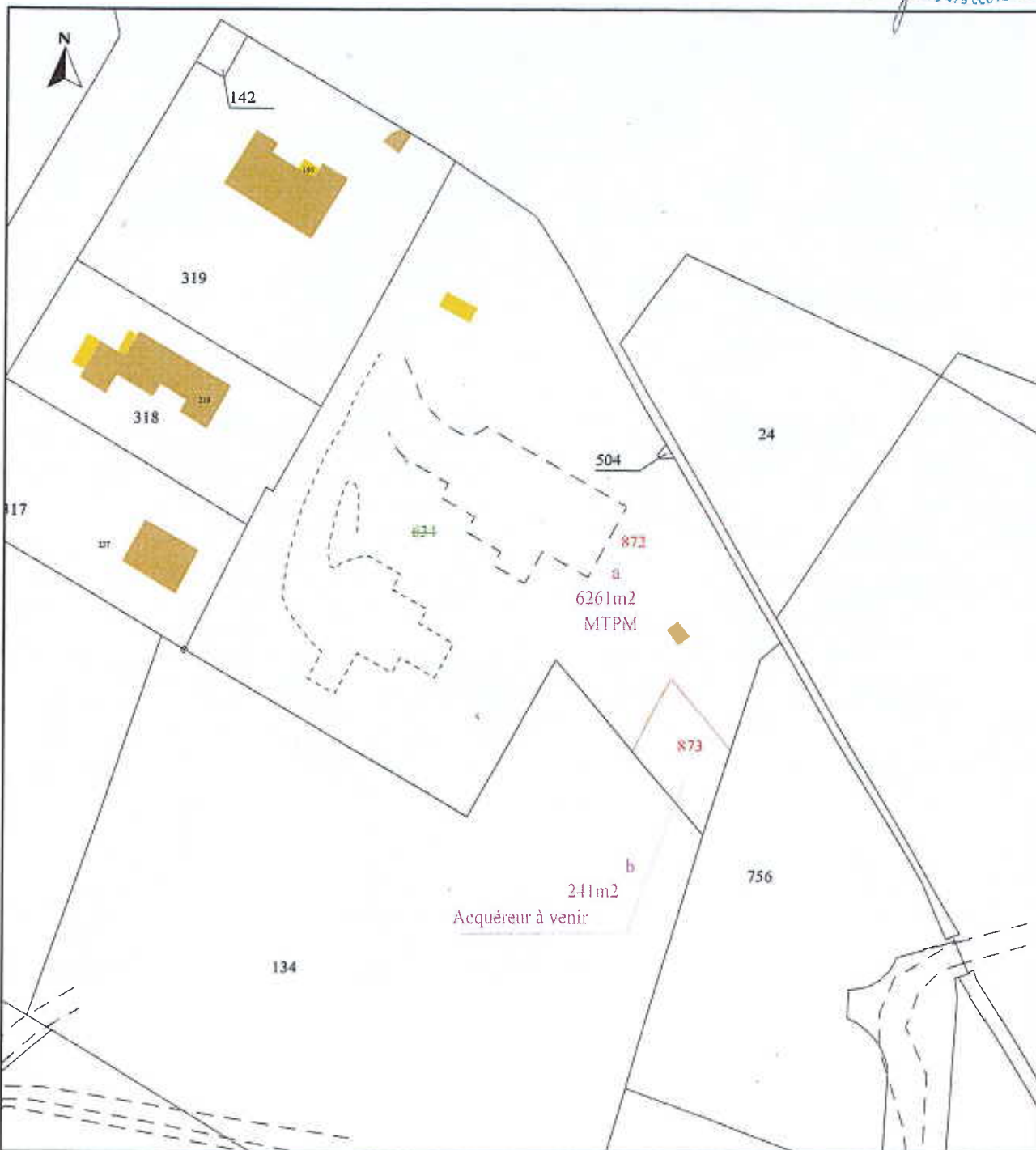
Par M.FROMENT François (2)

Réf. : H.4860/13

Le 23/05/2024

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A est applicable aux plans de bornage dressés par voie cadastrale (voir l'article 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955). Les propriétaires sous-jurés ont eu pris connaissance des informations portées au dos de la feuille n° 6483.

ORDRE DES GEOMETRES EXPERTS
AGE2F (SARL)
HYERES
04 94 03 95 01 - 04 98 01 27 08
SIRET 830 71 850 479 CC016 - APE 7220



Commune :	LA CRAU (830047)
Surface géographique :	6569 m ²
Contenance :	6502 m ²
Adresse :	LA CRAU
Bâtie :	Oui
Urbaine :	Non



Échelle : 1:1000

Propriétaire(s) :

Compte : +00007 (1)

Propriétaire :

COMMUNE DE LA CRAU 0000 BD DE LA REPUBLIQUE 83260 LA CRAU
propriétaire

Subdivision(s) fiscale(s) (1) :

Compte	Lettre	Groupe	Nature	Occupation	Classe	Surface (m²)	Revenu (€)	Référence (€)
+00007		Sols		Sols		6502	0	0
Total						6502	0	0

Local(aux) (1) :

Invariant : 0470619264 (+00007)
Adresse : 0145 CHE DE L'ESTAGNOL
Type : Local commercial ou industriel
Nature : Local divers
Occupation : Occupé par le propriétaire ou l'usufruitier
Date de mutation: 20/09/1990
Année de construction : 0000
Surface habitable: --
Valeur cadastrale (€) : 0

P.E.V :

N°	Nature	Catégorie	Tarif	Type de local	Val. Loc. Réf.	Val. Loc. Ann.	Nat. exemp.
001	Commerce			005	0	534677	

Informations d'urbanisme :

Zonage(s)(POS ou PLU)		
U	UZa	100,00%
Information(s)		
04	Droit de préemption urbain (D.P.U.) simple opposable au bénéfice de la commune	100,00%
Servitude(s)		
PT2	Zone secondaire de dégagement	100,00%
PM1	Enveloppe des zonages réglementaires	100,00%
PT2	Zone spéciale de dégagement	29,86%
Autre(s)		
U	UZa : Secteur correspondant à une dominante artisanale.	100,00%